

Faites un tour de roue dans la bonne direction, venez chez J.D.!

J.D.
Dodge
CHRYSLER
5740 BOUL. SAINT-ANNE, ROUSSELLE
822-2424

Le client d'abord

LE SOLEIL

Les industries Tolbec Inc.

REVÊTEMENT TOLE EMAILLEE

TOLBEC

Tel.: (418) 872-3738
1780, route de l'Aéroport, Sainte-Foy
C.P. 70, L'ancienne Lorette G2E 3M2

SAMEDI 31 OCTOBRE 1992

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 301
108 PAGES, 7 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.30 4.04

MONTREAL-OTTAWA 1.50 Plus TPS TVQ

1,35\$ Plus TPS TVQ

LE SPORT

Sherbrooke veut obtenir les Jeux panaméricains

La ville de Sherbrooke, en association avec d'autres villes de l'Estrie, a déposé sa candidature pour obtenir les Jeux Panaméricains de 1999. S-5

LE QUÉBEC

Le PLQ reporte son verdict sur l'avenir de Mario Dumont

L'exécutif du Parti libéral du Québec n'a pas tranché le sort de Mario Dumont. Cela attendra la fin de novembre, quand il aura eu l'occasion de s'expliquer. A-2

L'ÉCONOMIE

L'économie semble enfin sortir de sa léthargie

L'économie canadienne a réalisé ses meilleurs gains en un an, au cours du mois d'août, avec un taux de croissance qui a atteint 0.5 %. B-1

LES DOSSIERS

Trois portraits pour les présidentielles

Trois personnages, George Bush, Bill Clinton et Ross Perot, s'affrontent aux présidentielles américaines de mardi. Trois portraits. A-17

QUÉBEC

Aubut songe déjà à vendre le nom du futur Colisée

Marcel Aubut songe déjà à financer son futur Colisée en lui donnant le nom d'un commanditaire. Quant au Colisée actuel, son avenir serait tout tracé. A-3

LE MONDE

Le scandale de l'irangate revient hanter Bush

Le dossier d'accusation contre Caspar Weinberger remet le rôle de George Bush au premier plan dans l'affaire de l'échange d'armes contre des otages. A-9

LE TOURISME

Des conseils avant de prendre la route de la Floride

Si vous avez l'intention de vous rendre en Floride en automobile cet hiver lisez notre cahier spécial réalisé en collaboration avec le CAA-Québec. C-1

L'HABITAT

Les feuilles d'automne, de l'or qui tombe du ciel!

Les feuilles tombées ces dernières semaines et qui jonchent encore les pelouses et les parcs peuvent avoir une valeur inestimable pour tout jardinier. E-1

L'INDEX

Annonces classées	E-8 à E-17 et G-6 à G-9
Arts	F-1 à F-11
Bridge	G-8
Bonne chère	G-1 à G-5
Carrières	D-1 à D-5
Décès	G-9 à G-11
Dossiers	A-17
Économie	B-1 à B-6
Éditorial	A-16
Habitat	E-1 à E-7
Horoscope	S-6
Le Monde	A-9 à A-15
Mot fleché	C-12
Mot mystère	S-13
Où aller à Québec	F-10 et F-11
Québec et l'Est	B-7 à B-12
Tourisme	C-1 à C-8

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-16
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés	S-14

LA MÉTÉO

Aujourd'hui: Ciel ensoleillé avec passages nuageux. Températures fraîches. Vents ONO 10 km/h.



Demain: Ensoleillé avec quelques nuages. Vents NNE 10 km/h. S-16



Ministre devenu pdg d'une papetière

Pagé réclame déjà des normes plus réalistes

QUÉBEC — L'application intégrale des normes gouvernementales de protection de l'environnement imposées dans le secteur des pâtes et papiers, pourrait entraîner la fermeture de la moitié des papeteries québécoises, selon le nouveau président-directeur général de Donohue inc., le ministre démissionnaire Michel Pagé.

par J.-JACQUES SAMSON
LE SOLEIL

Vingt-quatre heures seulement après l'annonce de sa démission du gouvernement Bouras-

sa, M. Pagé n'hésite pas à qualifier d'irréalistes certains règlements fédéraux ou provinciaux auxquels les papeteries seront tenues de se conformer. Déjà, la semaine dernière, une quarantaine de compagnies ont

réclamé du gouvernement fédéral un délai de trois ans avant l'entrée en vigueur de la réglementation fédérale fixée au 1^{er} décembre.

Au cours d'une entrevue au SOLEIL, il admet que le gouvernement dont il était membre a imposé des normes très sévères aux industries québécoises alors que celles-ci étaient déjà étouffées par la récession. Leur application devient irréalisable.

« Le gouvernement aura un choix à faire. S'il impose l'application exacte, rigoureuse, sans report ou sans appréciation de la capacité financière de certaines entreprises, il y a un nombre important d'entreprises qui vont devoir fermer leurs portes », dit-il maintenant.

Les gouvernements sont élus et veulent être réélus, poursuit-il. La solution pour marier leur préoccupation pour la protection de l'environnement et la protection des emplois serait de bâtir des programmes d'adaptation spécifique par entreprise, en tenant compte de la capacité financière de chacune.

Le nouveau président-directeur général de Donohue entrevoit d'importantes possibilités de développement pour cette compagnie, même s'il n'entrera officiellement en fonction que le 16 novembre. Son arrivée à la tête de la papetière coïncide avec l'amorce d'une restructuration de la direction. M. Charles-Albert Poissant demeurera à la présidence du conseil d'administration pour un an.

M. Pagé entend consacrer les douze prochains mois aux opérations quotidiennes de l'entreprise, en collaboration avec le vice-président et chef de l'exploitation, M. Michel Després. Quelques postes de vice-présidents devront être comblés à court terme.

Donohue est la papetière québécoise dont la santé financière est la meilleure au Québec actuellement, insiste M. Pagé, celle qui possède la meilleure technologie et celle qui aura le moins à investir pour se conformer aux normes environnementales ayant déjà consacré 150 millions \$ pour ce faire.

M. Pagé en prend la direction avec en tête l'objectif d'évaluer des entreprises plus vulnérables dans cette industrie. Il refuse toutefois d'être plus précis.

Autres textes en pages A-2 et A-17



Le Soleil, Gilles Lafond

La saison de ski approche à grands pas

Les canons crachaient la neige, hier, au centre de ski de la station touristique Stoneham. Une image qui a de quoi accentuer les démanagements de ceux qui n'en peuvent plus d'attendre avant de remonter sur leurs planches pour mieux dévaler les pentes!

Un des dix agents lui appuyait le genou sur le cou

Les policiers n'ont rien fait pour aider Kordic à respirer

QUÉBEC — Des doutes ont été soulevés hier à l'enquête du coroner sur la manière de procéder des ambulanciers et policiers qui ont arrêté et conduit le joueur de hockey John Kordic à l'hôpital, le 8 août dernier. Kordic devait mourir dans l'ambulance avant l'arrivée à l'hôpital.

par ANDRÉ BELLEMARE
de la Presse canadienne

D'après le témoignage du propriétaire du motel Maxim, de l'Ancienne-Lorette, où logeait la victime, les policiers et ambu-

lanciers n'auraient pas ménagé le costaud hockeyeur en lui passant les menottes et aucun appareil respiratoire ou autre accessoire de secours n'a été utilisé même si Kordic éprouvait beaucoup de difficulté à respirer.

Pendant que les policiers cherchaient à poser les menottes à Kordic, étendu sur le ventre, les mains derrière le dos, un d'eux appuyait son genou au bas du cou de la victime, qui avait toutes les peines à respirer, selon M. Martin Bouchard qui a assisté à la scène.

L'athlète de 27 ans devait succomber quelques minutes plus tard dans l'ambulance de la police à des complications cardiaques et à un oedème pulmonaire, a-t-on conclu.

Le témoin a aussi déclaré que personne n'avait songé à prendre le pouls ou la tension de Kordic. « J'ai même été obligé de dire aux policiers (cinq) de se retirer un peu de manière à laisser Kordic prendre de l'air. Ça n'a rien donné », a raconté le propriétaire du motel qui avait demandé à son fils d'appeler la police vers 21h30 parce qu'il croyait que le client

de l'établissement avait un comportement bizarre et semblait malade.

Après l'audience présidée par le coroner Gerald Locas, hier midi, le procureur de la famille Kordic, Me Paul Bouchard, a confié que certaines affirmations de M. Martin Bouchard l'avaient étonné et laissaient place à des questions troublantes.

« Je m'étonne beaucoup, par exemple, que l'on ait couché Kordic sur le ventre (sur la civière) pour l'amener à l'hôpital, a dit l'avocat aux journalistes. Des experts viendront dire plus tard à l'enquête si cette manière et d'autres étaient appropriées dans ce cas-là. Il est encore trop tôt pour croire que la police a usé de façon exagérée de la force », a ajouté Me Bouchard.

Enquête ajournée

C'est sur ce témoignage qu'a pris fin cette tranche de l'enquête du coroner Locas sur les causes et les circonstances de la mort tragique de John Kordic. Les audiences reprendront le 30 novembre.

M. Martin Bouchard a été le seul témoin hier. Il a expliqué qu'il avait demandé à son fils Serge d'appeler la police vers 21h30. Deux policiers de l'Ancienne-Lorette sont arrivés peu après, suivis d'un troisième et de deux autres un peu plus tard.

Devant le refus de Kordic de se faire conduire à l'hôpital par taxi, les cinq policiers ont alors investi la chambre 205 et, étant donné la grande force physique de Kordic, on a demandé du renfort. Quatre ou cinq autres policiers se sont joints au groupe, d'après le témoignage du propriétaire qui se tenait dans l'embrasure de la chambre pendant les événements.

« Kordic se débattait un peu avant de se faire passer les menottes, rendant le travail des policiers difficile, a dit M. Bouchard. Il soufflait comme quelqu'un qui cherche de l'air... Une femme policière lui tenait la tête pendant que ses confrères le tenaient fermement au sol.

« Quand ils l'ont placé sur la civière, sur le ventre, Kordic respirait encore, toujours avec difficulté. Les policiers l'avaient attaché à la civière avec trois sangles autour du corps. Kordic avait cessé de bouger... Je n'ai pas remarqué s'il avait les lèvres ou le visage bleus.

« Personne ne parlait pendant toute cette opération qui a duré de trois à quatre minutes. Les policiers ont alors sorti Kordic en poussant la civière vers la porte de sortie », a dit encore le propriétaire de l'établissement hôtelier qui connaissait bien son client pour l'avoir déjà hébergé.



Yvon Deschamps (collaboration spéciale)

Morale du 26 octobre: ce sont tous des « tarlats »

— Deschamps

Cette fois-ci, Yvon Deschamps ne s'est pas mêlé de la campagne référendaire. Il l'avait fait en 1980, mais en 1992 il n'y trouvait aucun intérêt. Il en parle même avec beaucoup d'acidité dans le propos.

par JACQUES SAMSON
LE SOLEIL

Nous sommes le 27 octobre, il est quatre heures de l'après-midi. Deschamps est chez lui, à Montréal, et à la première question posée au bout du fil (Comment vous sentez-vous au lendemain du NON massif du Québec?), il y va d'une charge en règle contre nos hommes politiques, une espèce de monologue comme seul Deschamps peut les faire. Humour noir et provocation.

« Ça change rien qu'on ait répondu NON. On le savait d'avance que c'était NON. Les politiciens, ce sont tous des « tarlats » et ils viennent de dépenser des millions pour rien. Si on a les hommes politiques qu'on mérite, on mérite pas grand chose. Ils sont tellement ridicules. Et tout ça n'a rien à voir avec rien ».

Pourtant, en 1980, Yvon Deschamps avait dit son mot et tout haut en plus et avec une certaine chance même. Contrairement à d'autres artistes, il n'était pas sorti de la campagne référendaire en ayant perdu des plumes. Au contraire, l'année suivante, il faisait 100 représentations de son show « C'est tout seul qu'on est le plus nombreux ».

Mais cette année? « Cette fois-ci, il n'y avait aucun intérêt. Il n'y avait pas d'enjeu comme tel. On savait que ça ne passerait pas, c'était perdu d'avance. Alors pourquoi? »

« Les politiciens sont même pas capables de nous trouver des jobs. Ils croient encore qu'il y a une récession. Ils ne savent pas qu'on achève le XX^e siècle et qu'on arrive au XXI^e. Ils investissent encore dans des choses qu'on sait très bien que ça ne marchera pas. Rien de neuf. On refait seulement les vieilles choses. On subventionne une nouvelle aluminerie. Il y en a déjà cinq au Québec. Rien de neuf. » Pour lui, rien de neuf, rien d'innovateur.

« On pourrait dépenser des milliards pour aller vers des choses nouvelles. Non, on fait des référendums. J'en reviens pas, je suis désabusé. »

Autres textes en pages F-1 et F-2

Avant de décider de son sort

L'exécutif du PLQ entendra Dumont

MONTREAL — L'exécutif du Parti libéral du Québec s'est réuni hier soir pendant plus de deux heures pour finalement ne prendre aucune décision sur le sort de Mario Dumont, le président de la Commission jeunesse. Pas question de le juger avant de l'entendre.

par LIA LEVESQUE
de la Presse canadienne

De fait, le comité exécutif veut lui permettre de donner sa version des faits avant de trancher la question. Cela ne se fera que lors de la prochaine réunion de l'exécutif, à la fin du mois de novembre.

C'est le président du parti, M. Jean-Pierre Roy, qui a rencontré la presse hier soir pour résumer le contenu de la rencontre à huis clos.

M. Roy a expliqué qu'il existe au Parti libéral un Code d'éthique qui régit la conduite des membres du comité exécutif ainsi que des

employés permanents du parti.

Toute personne visée par ce code d'éthique qui enfreint les règles « peut être appelée à s'expliquer devant le Comité exécutif du parti ». Et c'est ce qui sera fait dans le cas du jeune Mario Dumont.

Si les explications de M. Dumont sont jugées insuffisantes, cela peut mener à trois avenues: une réprimande; une suspension temporaire ou indéfinie; ou une exclusion impliquant la déchéance de ses droits de membre.

Essentiellement, on reproche à M. Dumont d'avoir fait campagne dans le camp du Non, aux côtés des adversaires, lors de la campagne référendaire. M. Dumont a

non seulement fait preuve de dissidence, mais il a publiquement défendu une option opposée à celle du Parti libéral.

Jeudi soir, M. Dumont a reçu un vote de confiance de la part de l'exécutif de la Commission jeunesse du parti.

M. Roy s'est dit « pas surpris » de ce signe d'appui des autres jeunes envers M. Dumont. Il avait été élu quelques mois plus tôt par ces jeunes, a-t-il rappelé.

Le président du parti a refusé de livrer son opinion personnelle sur le sort qui devrait être réservé à M. Dumont. « Je me considère comme démocrate, je vais attendre que mon exécutif regarde le dossier. Je n'ai pas à le juger moi-même avant de l'entendre. »

Le cas de Me Jean Allaire, auteur du controversé rapport constitutionnel du parti, est plus clair, estime M. Roy. Me Allaire avait de son propre chef démissionné de son poste à l'exécutif. Lui aussi a milité dans le camp du Non.

Référendum

Les 20 à 25 membres de l'exécutif du parti qui étaient présents hier soir, dont le premier ministre Robert Bourassa, ont aussi brièvement discuté de la campagne référendaire qui vient de prendre fin.

On a fait un « tour de table », donnant trois ou quatre minutes à chaque personne pour s'exprimer. Mais les membres de l'exécutif ont jugé qu'il est « préférable d'attendre » afin de faire un véritable post mortem.

Deux points principaux ont été discutés: la situation financière et la date de la tenue du prochain conseil général, les 26, 27 et 28 février.

Le premier ministre Bourassa a refusé de rencontrer les journalistes après la rencontre du comité exécutif.



Le premier ministre Robert Bourassa s'est prêté à une photo avant que ne débute la réunion de l'exécutif du PLQ. A ses côtés, Jean-Pierre Roy, président du parti.

Québec instituera la «loi du mâle» pour les originaux dès 94

MONTREAL (PC) — Québec a décidé de bousculer les habitudes des 150 000 chasseurs d'original de la province en instituant la « loi du mâle » dès 1994, partiellement ou totalement selon les régions, en vue d'enrayer le déclin de ce cheptel et d'accroître de 13 % sa population.

Actuellement, la population d'originaux du Québec décroît d'environ 1 % par année. Les biologistes attribuent ce déclin à la chasse, qui prélève 18 pour cent du cheptel chaque année, comparativement à 5 % pour toutes les autres causes de mortalité réunies.

Dans les années 60, environ 12 000 personnes chassaient l'original au Québec. Aujourd'hui, il se vend environ 150 000 permis par année.

La récolte continue cependant d'être excellente globalement, car environ 12 000 bêtes sont récoltées chaque année. Le Québec compte environ 70 000 originaux, un cheptel d'envergure. Néanmoins, il en comptait 80 000 en 1980 mais, si rien n'est fait, le troupeau se limitera à 66 000 têtes en 1994.

Les retombées économiques de la chasse à l'original, en Ontario et au Québec, se calculent en centaines de millions \$. Elles sont d'autant plus névralgiques qu'elles constituent pour les régions éloignées une des seules bases économiques capable de résister aux modes et fluctuations, ce qui explique l'importance que lui accorde le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Gaston Blackburn.

De toutes les formules testées par sondage, en région ou auprès des fédérations sportives, il ressort que les chasseurs ne veulent rien savoir d'une interdiction totale de la chasse ou d'un contingentement des chasseurs par des techniques comme le tirage au sort des permis.

Ils ont préféré s'en tenir à la chasse des mâles pour protéger les reproductrices.

Dans plusieurs des « zones » de chasse, on interdira toute chasse aux femelles pendant deux ou trois ans, une restriction qui frappe les régions méridionales particulièrement surexploitées. Certaines zones, essentiellement l'Estrie, verront la chasse aux femelles adultes interdite pendant toute la durée du plan quinquennal de redressement.

M. Blackburn a expliqué que,

malgré l'urgence d'appliquer ce plan, il avait retardé jusqu'en 1994 son application afin de l'expliquer à tout le monde et de ne pas trop déstabiliser les pourvoyeurs, chez qui les réservations pour la saison 1993 sont déjà faites en bonne partie.

Le ministre a aussi expliqué que les archers devront se plier à la « loi du mâle » malgré la difficulté supplémentaire qu'ils s'imposent. Les archers, qui bénéficient d'une saison de chasse avant celle réservée aux chasseurs à la carabine, échappent à la « loi du mâle » pour la chasse aux cerfs, comme cela se fait d'ailleurs à l'échelle de toute l'Amérique. Les nouvelles règles annoncées hier risquent d'accentuer l'émigration saisonnière des archers québécois vers les États-Unis, un phénomène qui s'intensifie d'une année à l'autre en raison des difficultés rencontrées ici. Une région leur sera réservée au centre de la province où l'original se réinstalle péniblement.

LA QUOTIDIENNE

tirage du 30 octobre

5-9-6

6-0-8-5

INTER-PLUS

483229 gagne 250 000 \$
93229 gagnent 2500 \$
3229 gagnent 250 \$
229 gagnent 25 \$
29 gagnent 10 \$

MINI-LOTO

802629 gagnent 50 000 \$
02629 gagnent 5000 \$
2629 gagnent 250 \$
629 gagnent 25 \$
29 gagnent 5 \$

80262 gagnent 1000 \$
8026 gagnent 100 \$
802 gagnent 10 \$

PROVINCIAL

3446424 gagne 500 000 \$
446424 gagnent 5000 \$
46424 gagnent 500 \$
6424 gagnent 100 \$
424 gagnent 25 \$
24 gagnent 5 \$

METTES
DU SOLEIL
DANS VOTRE
QUOTIDIEN

LE SOLEIL

IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

Il est urgent d'éliminer la lourdeur paralysante à l'Éducation, selon Pagé

QUÉBEC — Le ministre démissionnaire Michel Pagé enjoint sa collègue Lucienne Robillard de poursuivre au ministère de l'Éducation le mandat qu'il s'était tracé: redonner l'école aux professeurs, aux directeurs, aux parents et aux élus des commissions scolaires.

par J.-JACQUES SAMSON
LE SOLEIL

M. Pagé a expliqué, hier, au cours d'une entrevue au SOLEIL, qu'il avait constaté une lourdeur structurelle paralysante à son arrivée au ministère de l'Éducation.

Le droit à la créativité des professeurs était encadré par des normes; le droit au dynamisme du directeur de l'école était encadré par d'autres normes précisant le nombre d'heures à consacrer à

l'administration; pour les commissions scolaires, les contrôles étaient devenus tels que les élus devaient s'en remettre aux administrateurs. De 1978 à 1985, les programmes d'enseignement ont été revus sans que les professeurs soient consultés ou à peu près. Le ministère de l'Éducation a multiplié les postes de conseillers pédagogiques qui ont été chargés d'aller dire aux enseignants comment enseigner.

Ministre de l'Éducation depuis

deux ans seulement, M. Pagé estime avoir beaucoup contribué à sortir le ministère de sa lourdeur et de sa « structuration ». Le défi avait laissé place à l'habitude, ajoute-t-il, et il a misé sur l'émulation dans le milieu. Il a publié les analyses de situation montrant les forces mais aussi les faiblesses dans les réseaux, quitte à heurter quelques âmes sensibles, ce qui ne se faisait pas dans le passé. Il n'a pas hésité non plus en juin dernier à publier les résultats scolaires par commission scolaire même si des proches conseillers au ministère le mettaient en garde contre les chocs qu'il allait créer.

Alors que son bureau était encombré de boîtes hier au point où il devait trouver refuge dans celui

d'un de ses sous-ministres, Michel Pagé se montrait convaincu que cette approche avait porté fruit et qu'elle était partagée par les parents et les enseignants.

M. Pagé ne s'est donc pas caché pour dire qu'il avait effectué au cours des derniers jours une tournée des différents intervenants du monde de l'Éducation pour les rassurer sur la poursuite de l'action qu'il a menée, devant les craintes exprimées que son départ soit suivi d'un retour en arrière par les bureaucrates, sous la tutelle d'un nouveau ministre. « Il faut que ça dure, ça doit durer parce que jamais dans les récentes années on n'a eu une pareille mobilisation dans le monde de l'Éducation », martèle M. Pagé.

Mobilier de salle à manger

Ensemble 5 morceaux
Blanc ou noir, table 36" x 60",
intérieur en céramique

569\$



Ah! Comme il est difficile
de céder sa place.
Fauteuil Polo, PVC, noir
ou blanc, choix de coloris
en stock ou sur
commande.

A partir de
199\$

Québec
angle boul. Hamel/Henn IV
(418) 871 22 21

zip
INTERNATIONAL

On s'y détend, on s'y étend!
Tissus fleuris aux coloris
assortis

canapé-lit

A partir de

389\$

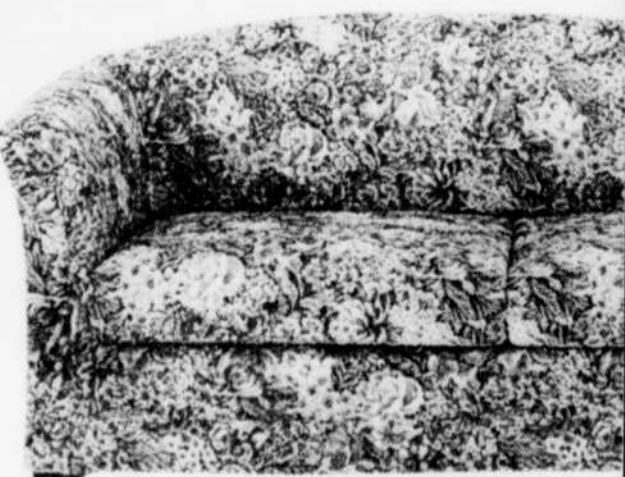
Lévis, St-David
4447, boul. De La Rivière-Sud (Rte 132)
(418) 835 15 73

fauteuil

229\$

sofa-lit

449\$



coussins : 16,95 \$, tissus assortis : 39,95 \$ le mètre

LA TROIS

LE SOLEIL

Lac Robertson

Hydro veut stopper le blocus des Montagnais

QUÉBEC — Hydro-Québec a déposé hier devant la Cour supérieure, à Sept-Îles, une requête en injonction provisoire visant à interdire aux Montagnais de faire obstruction au débarquement du matériel destiné à la mise en chantier des travaux du projet de centrale du lac Robertson, sur la Côte-Nord. La cause doit être entendue lundi prochain.

LE SOLEIL

Dans sa requête, Hydro-Québec affirme détenir tous les permis et les autorisations nécessaires pour procéder aux travaux et soutient que le blocus maintenu par les Montagnais n'est aucunement justifié.

La société d'État affirme qu'elle a d'ailleurs fait parvenir une mise en demeure aux Montagnais les tenant responsables des dommages et des coûts éventuels résultant de l'obstruction.

Entre-temps, les travaux de déboisement et d'arpentage préalables à la construction du campement temporaire requis pour les travaux se poursuivent normalement. Ils sont réalisés par une douzaine de bûcherons et arpentiers qui ont été transportés sur les lieux par hélicoptère.

Depuis le 3 octobre, des travailleurs de Construction du St-Laurent doivent attendre sur les barges mouillées près des côtes de la Tabatière sur la Basse-Côte-Nord, qu'une injonction leur permette de débarquer sur le site de la construction du projet hydroélectrique du lac Robertson.

Le conseil Attikamek-Montagnais a déposé une demande d'injonction pour stopper le projet hydroélectrique situé près de la Tabatière. Ce projet de 320 millions \$ est d'implanter une centrale hydroélectrique de 22 mégawatts pour mettre fin aux génératrices au diesel qui desservent encore la douzaine de villages de la Basse Côte-Nord.

Depuis le trois octobre une centaine d'Amérindiens des

bandes de l'Est de la Côte-Nord maintiennent un blocus qui empêche le déchargement des barges contenant les équipements de Construction du St-Laurent. Un blocus qui coûte 100 000\$ par jour à Hydro-Québec a confié au SOLEIL l'agent de liaison Michel Desrochers à la Tabatière.

Le gérant de projet, M. Jacques Poitras, vient tout juste de rentrer à Québec après un séjour à la Tabatière. Il raconte que les distractions sont rares sur une barge de 135 pieds par 35 pieds. Il demeure avec son équipe dans des maisons mobiles pourvues, toutefois, de tout le confort nécessaire. Elles sont toutes rassemblées sur l'une des barges et serviront de demeures aux travailleurs lorsque les travaux de construction pourront commencer.

« Nous pouvons heureusement compter sur les services d'un excellent cuisinier. C'est même notre distraction la plus intéressante avec les parties de cartes » nous a confié M. Poitras.

Au total une trentaine de personnes, quatre de la Tabatière et les autres de la région de Québec, pour la plupart, sont actuellement confinées à la barge principale.

Quatre bâtiments, dont le cargo Mathilda Desgagné, affrété par Constructions du St-Laurent, sont immobilisés à cet endroit.

Le débat juridique sur l'action en nullité et l'injonction déposée par le Conseil Attikamek-Montagnais pour bloquer le projet est entendu au Palais de Justice de Sept-Îles depuis le 26 octobre.

À la demande du conseil de bande de la réserve

La SQ quitte Akwesasne

QUÉBEC — Dans un geste surprise, la Sûreté du Québec a annoncé hier qu'elle se retirait immédiatement de la réserve d'Akwesasne (anciennement Saint-Régis), située à la frontière du Québec, de l'Ontario et des États-Unis.

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

La SQ a fait parvenir un communiqué hier aux médias pour annoncer la décision et, dès 15 heures hier, tous les patrouilleurs de la SQ se retirèrent de ce territoire amérindien.

Le corps policier québécois a expliqué qu'il se rendait ainsi à une demande du conseil de bande de la réserve qui souhaitait leur

départ. La SQ avait été dépêchée à cet endroit le 1er mai 1990 au moment où sévissait une guerre interne entre les gens qui étaient pour et contre les bingos qui avaient provoqué la mort de deux amérindiens. C'est le conseil de bande à l'époque qui avait demandé l'assistance de la SQ, qui y maintenait des effectifs depuis lors.

« Nous avons reçu aujourd'hui une demande du conseil de bande qui veut que nous quittions les lieux. Ce que nous avons fait. Il

n'y a plus de patrouilleurs de la SQ à Akwesasne et ce sont les « Peacekeepers » amérindiens qui vont assurer, comme auparavant, la sécurité », a déclaré M. Robert Poeti, porte-parole de la SQ.

La Sûreté maintenait une vingtaine de policiers, dix par quart de travail, sur la réserve depuis des mois. M. Poeti a refusé de spéculer sur les conséquences que pourrait avoir ce retrait de ce territoire qui était une véritable poudrière se contentant de dire que « nous y sommes allés pour prêter assistance à la demande du conseil de bande et nous nous retirons à la demande du conseil ».

Il a soutenu que les policiers

continueront de surveiller le commerce illégal de cigarettes autour de la réserve mais, qu'évidemment, il sera plus difficile d'amasser des informations à l'interne.

Selon M. Poeti il n'existe aucun lien entre la décision de la SQ et une nouvelle parue hier voulant que les amérindiens se préparaient à fêter l'Halloween en tirant sur les policiers de la SQ avec des pistolets à peinture.

Il semble que certains indiens s'étaient procurés une dizaine de pistolets et 2000 bonbonnes de colorants. L'an dernier, l'Halloween avait donné lieu à des accrochages violents entre la SQ et les Mohawks sur la réserve.

Aubut vendra le nom du futur Colisée

QUÉBEC — Le président des Nordiques, Marcel Aubut, veut vendre le nom de son futur Colisée et transformer le Colisée actuel en centre multidisciplinaire axé sur le sport et les spectacles rock.

LE SOLEIL

Interrogé hier par l'animateur Gilles Proulx à Montréal, M. Aubut a mentionné en effet qu'il souhaite garder l'appellation Colisée si jamais on en construit un nouveau mais qu'il veut en vendre le nom à un annonceur pour aller chercher des revenus. « Ça peut être le Colisée Coke, le Colisée avec le nom d'une compagnie d'assurance etc... », de dire M. Aubut qui en verrait l'implantation à la Grande Place ou à la croisée des boulevards Du Vallon-La Capitale ou Henri 4-La Capitale.

En ce qui concerne la bâtisse actuelle, il entend faire une proposition à la ville de Québec: en faire un centre multidisciplinaire. De quelle façon? Construire, dit-il, un plancher dans le milieu ce qui permettrait d'avoir, en-dessous, un aréna de quatre ou cinq milles sièges pour le hockey junior et certains shows rock.

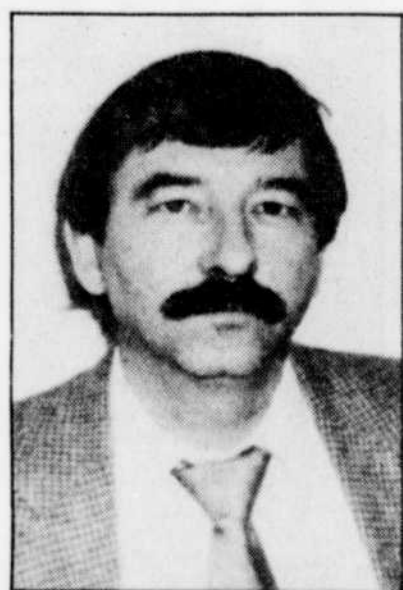
Le reste de l'édifice deviendrait un centre d'entraînement pour des sports intérieurs comme le tennis, le basket-ball, une piste de course... « et ce serait probablement gratuit », de mentionner M. Aubut en signalant que ce genre d'équipement fait défaut dans ce secteur de la ville.



Des jeunes mettent le feu à des feuilles

Un incendie a partiellement détruit les équipements de loisirs pour jeunes au parc Victoria de Québec, hier. Des jeunes s'amusaient à mettre le feu dans des feuilles mortes. L'incendie s'est alors propagé aux équipements de loisir.

Les six faussaires sont accusés



René BUREAU

QUÉBEC — Les six faussaires arrêtés jeudi par la Sûreté du Québec ont comparu, hier, au Palais de justice de Québec sous l'accusation de fabrication et de mise en circulation d'argent contrefait.

LE SOLEIL

Des cautionnements de 10 000\$ respectivement ont été exigés de Marcel Leblanc et René Bureau de Ste-Foy et de 5 000\$ de Lucie Lessard, la conjointe de Michel Lessard. Marc Jacques, de St-Augustin, la tête dirigeante du réseau, devra déposer un cautionnement de 25 000\$ plus une garantie de 50 000 \$ par un tiers.

Michel Lessard, le propriétaire

de l'imprimerie DRM, n'avait pas d'avocat et le juge se prononcera ultérieurement sur le cautionnement à verser.

Une sixième personne a également comparu hier. Il s'agit de M. Alain Tardif, 26 ans de la rue Père Lelièvre à Québec. Il a été accusé de fabrication, complot et distribution de fausse monnaie. Son cautionnement a été fixé à 15 000\$ en argent plus une garantie de 20 000\$ par un tiers.

C'est à la suite d'une enquête amorcée en juillet par la division du banditisme que ces faussaires ont été arrêtés. Depuis un an ils auraient écoulé 1 million\$ d'argent contrefait en devises américaines. Ils avaient suffisamment de fourniture pour imprimer 30 millions\$ de billets.



Marcel LEBLANC

L'affaire des stéroïdes se dégonfle chez les Harfangs de Beauport

QUÉBEC — L'affaire des stéroïdes anabolisants chez les Harfangs de Beauport s'est dégonflée d'elle-même hier et prenait plutôt la forme d'une mauvaise blague qui a pris une ampleur démesurée.

LE SOLEIL

D'abord, celui qui s'est fait passer au cours d'une tribune téléphonique pour un joueur des Harfangs a contacté le coach Joe Hardy pour s'excuser, puis, la GRC précisait qu'elle n'a jamais été saisie de ce dossier et n'a donc pas ouvert d'enquête.

On se rappellera que Joe Hardy avait mentionné au cours de sa conférence de presse de jeudi soir qu'il reconnaissait la voix de celui qui s'est présenté comme Steve et qu'il ne s'agissait pas de l'un de ses hockeyeurs. Jusqu'à tout récemment, M. Hardy animait des émissions sportives à la radio. Il invitait le Steve en question à le contacter. L'appel a été entendu puisque, quelques minutes plus tard, Steve a rejoint Joe Hardy.

« Je l'ai rappelé et il était complètement effondré et ça a pris une dizaine de minutes avant qu'il puisse me parler tellement il pleu-

rait », de dire l'entraîneur des Harfangs de Beauport. Selon M. Hardy, le motif du jeune homme, il aurait 18 ans, est nébuleux: il dit qu'il était avec des amis, qu'il était en « boisson » et qu'il a sans doute se faire du « capital politique ».

« Il a fait mal à tout le monde mais il faut reconnaître qu'il a eu le chien de m'appeler et de reconnaître qu'il a commis une gaffe et ça il faut l'apprécier », d'ajouter M. Hardy qui ne croit pas que les Harfangs devraient poursuivre cette affaire plus loin.

Gilles Legris, administrateur et secrétaire de l'exécutif du club de hockey a souligné quant à lui qu'il n'y avait pas de matière à poursuite malgré que cette « machination ait causé des dommages très importants à l'organisation et aux joueurs ».

De son côté, la Gendarmerie Royale du Canada a confirmé hier qu'elle n'a jamais enquêté sur cette affaire et a précisé que la possession de stéroïdes, sous ordonnance médicale, est permise mais que la vente en est interdite.

Selon le caporal Yvon Paquet, la GRC n'a jamais enquêté sur l'usage de stéroïdes anabolisants dans la Ligue nationale de hockey.

8 493\$*

DERNIÈRE CHANCE

Chevrolet S-10 1993 cabine régulière

- Moteur 4 cylindres 2,5 L à injection électronique
- Boîte manuelle 5 vitesses avec surmultiplicateur
- Freins antiblocage (ABS) aux roues arrière
- Suspension avant à RMS indépendantes
- Radiocassette AM-FM stéréo
- Roues type « rallye »
- Pare-chocs arrière avec marche-pied
- Chauffage-moteur
- Intérieur en tissu
- Garantie GM TOTAL™ 3 ans ou 60 000 km (selon la première éventuelle), sans franchise.

PAYEZ Moins... UN POINT, C'EST TOUT!

FOURNIER

• CHEVROLET • GEO • OLDSMOBILE

Autoroute de la Capitale et boul. Pierre-Bertrand **687-5170**

11 400\$*

ÉCOULE

Chevrolet S-10

- Moteur 6 cylindres 2,8 L électronique
- Boîte manuelle 5 vitesses surmultiplicateur
- Freins antiblocage (ABS)
- Radiocassette AM-FM
- Roues type « rallye »
- Strapontins (sièges arrière)
- Console centrale
- Fenêtres arrière pivotantes
- Garantie GM TOTAL™ 3 ans ou 60 000 km (selon la première éventuelle), sans franchise.

LA POLITIQUE

Diplomates canadiens accusés de fraude

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral accuse des employés du ministère des Affaires extérieures d'être impliqués dans de présumées activités illégales, a rapporté vendredi le Citizen d'Ottawa.

Des documents du ministère indiquent que certains diplomates canadiens en poste à l'étranger font l'objet actuellement d'une enquête relativement à des accusations de vol, de fraude, de détournement de fonds, d'irrégularité en

matière d'immigration et de harcèlement, précise le quotidien.

Peu avant la rédaction de ces rapports, on avait découvert d'autres cas de fraudes au sein de ce ministère. Des diplomates avaient en effet intentionnellement augmenté des factures de billets d'avion de centaines de milliers de

dollars. La plupart de ces délits ont été commis entre 1986 et 1990.

Jusqu'à maintenant, on a découvert que 264 employés avaient réussi à faire 465 fausses réclamations en haussant le coût de billets d'avion. On a réussi à récupérer ainsi 446 000\$. La GRC poursuit son enquête dans ce dossier.

« Le comité de discipline du ministère étudie d'autres présumés cas de mauvaise conduite de la part d'employés du ministère », déclare dans une note interne M. Bill Clarke, sous-ministre adjoint au personnel du ministère des Affaires extérieures.

De plus, selon ces documents, le gouvernement croit que les opé-

rations courantes du ministère sont mal gérées.

Le ministère doit remédier à la situation avant que les membres du gouvernement et le public en général fassent preuve d'impatience, souligne la note émise le 15 octobre dernier à tous les diplomates canadiens en poste à l'étranger.



Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard accompagné de sa femme, Rose Ellen, a rencontré les journalistes, hier à Charlottetown, à l'occasion de la l'annonce de son retrait de la vie politique.

Joe Ghiz démissionne

CHARLOTTETOWN (PC) — Fils d'un immigrant libanais, Joe Ghiz a été élevé derrière le comptoir de l'épicerie du coin que possédait son père dans un quartier défavorisé de Charlottetown.

Ces souvenirs ont été ravivés, vendredi, à l'occasion de la démission de celui qui a été six ans premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard.

« Grandir dans un magasin du coin, c'est comme voir le monde en miniature, a rappelé M. Ghiz. J'y ai appris toutes sortes de choses, depuis la jetée sur le détroit de Northumberland jusqu'à la place de la province dans la confédération. Il existait une camaraderie merveilleuse. »

Au cours de la campagne électorale de 1986, les adversaires de M. Ghiz commencèrent à jouer la carte ethnique, en rappelant qu'il était d'origine libanaise.

Il convoqua une conférence de presse et déclara: « Je suis un Ca-

nadien et je suis fier de l'être. Je suis un insulaire et je suis fier de l'être. Je suis un Canadien et un insulaire d'origine libanaise et je suis fier de cela également ».

Au lendemain des élections, qui en firent un premier ministre, M. Ghiz fut traité de « négroïde (black boy) » devant l'Assemblée législative par le député conservateur Roddy Pratt. Magnanime, il lui pardonna cet écart de langage.

Harvard

M. Ghiz a commencé jeune à faire de la politique. Déjà à l'école primaire, en 8e année, il était élu président de sa classe.

A l'université Dalhousie, à Halifax, il obtint un baccalauréat en commerce, puis un diplôme en droit. Il poursuivit par la suite ses études de droit à l'université Harvard, au Massachusetts, qui lui dé-

cerna une maîtrise.

C'est en plaidant la cause de divorce de la mère qu'il rencontra la fille, Rose Ellen McGowan, qu'il épousa en décembre 1972. Ils ont aujourd'hui deux enfants: Robert, 18 ans, et Joanne, 8 ans.

M. Ghiz remporta la course à la direction du Parti libéral, en 1981, et améliora la représentation des libéraux en Chambre à l'occasion des élections de l'année suivante.

Aux élections de 1986, les libéraux furent portés au pouvoir. Même le premier ministre conservateur Jim Lee fut défait dans sa propre circonscription.

En 1989, les libéraux provoquèrent un véritable raz-de-marée, remportant 30 des 32 sièges de l'Assemblée législative.

En remettant sa démission, vendredi, M. Ghiz a déclaré: « Je ne suis pas prêt à engager quatre ou cinq autres années de ma vie à la direction de la province ».

ATELIER-CONFÉRENCE

Christian Bilodeau vous dévoile, un journal c'est quoi!

- Comment le fabrique-t-on?
- Le travail du journaliste et la salle de rédaction
- Comment lire son journal en 30 minutes
- Le journal, un outil pédagogique pour les éducateurs!
- La publicité c'est quoi, c'est qui, comment ça coûte?
- etc...

Atelier:

Parce que l'apprentissage y est dynamique et interactif, les gens participent à leur propre enrichissement!

Conférence:

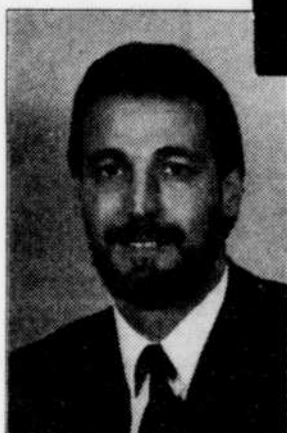
Parce qu'un animateur expérimenté livre ses connaissances et ses réflexions sur les diverses facettes de la presse écrite. Enseignement magistral, documents audio-visuel, etc...

A qui s'adresse l'atelier conférence?

Que se soit pour les élèves de l'élémentaire, du secondaire, du collégial, pour les adultes aux études ou pour diverses associations, personnes du troisième âge, bibliothèques municipales, etc...

Utilisation intelligente et efficace des journaux. Parties théorique et pratique bien intégrées. Animateur très professionnel.

Jean-Pierre Germain
directeur des succursales
Institut Canadien



Christian Bilodeau
Consultant en communication
publique

Une activité accessible à tous
coût: \$ 55.00/heure
\$ 120.00/3 heures

Le prix comprend le matériel nécessaire à l'atelier.

La conférence se déroule dans votre milieu.

Communiquer au:
(418) 654-4898

Condominium en Floride



C'est le plus séduisant projet de résidences en condominium jamais proposées par un constructeur québécois en Floride... Et les prix, surtout en phase de préconstruction, sont irrésistibles... A North Miami Beach, sur les rives de "l'intracoastal", à quelques pas de l'océan, un développement de rêve...

Membre du GROUPE CONSTRUCTION CANADIENNE
4600, Henri-Bourassa, Charlesbourg (Québec) G1H 3A5
(418) 623-9343 623-9588

AUTRE OPTION DISPONIBLE:

Parmi les résidences du Mirifik Club, un petit nombre ont été rendues disponibles pour ceux qui choisissent selon une formule tout à fait unique et inédite, de devenir copropriétaire de leur condo pour aussi peu que 19 900\$.

Le Petit Séminaire de Québec
section secondaire

POUR FILLES ET GARÇONS,
DEUX VOIES VERS L'EXCELLENCE:

LE PROGRAMME
RÉGULIER

LE PROGRAMME
INTERNATIONAL

PORTES OUVERTES

8 et 15 novembre

13 h 30: séance d'information sur le programme international

14 h 15: séance d'information générale pour tous

EXAMEN D'ADMISSION
GRATUIT

28 novembre, 5 et 12 décembre
8 h 30

Inscription par téléphone:
694-1020
poste 222

**CORDIALE BIENVENUE
À TOUS ET À TOUTES**

Stationnement: cour du Séminaire, 2e grille
rue des Remparts.

ou: stationnement de l'Hôtel de
Ville



La pétrolière sympathique
PRÉSENTE

6^e
SALON
PROVINCIAL
du SKI de Québec

LES GALERIES DE LA CAPITALE

30 OCTOBRE AU 1ER NOVEMBRE

CJRP 1060

HIK 98.9



Les Galeries
de la Capitale

1 9 9 2

LA POLITIQUE

Les coûts constitutionnels

Le dossier constitutionnel canadien, entre la mort de l'accord du Lac Meech et le référendum du 26 octobre, coûte le gros prix. Voici quelques estimations.

Coût du référendum national	125 millions \$
Coût du référendum québécois	45 millions \$
Comité national pour le Oui	7,5 millions \$
Comité national pour le Non	7,5 millions \$
Comité québécois pour le Oui	4,5 millions \$
Comité québécois pour le Non	4,5 millions \$
Support à l'unité canadienne du ministère des Affaires constitutionnelles	16 millions \$
Impression, publicité et distribution des propositions fédérales, ainsi qu'une ligne téléphonique sans frais	20,5 millions \$
Support à l'unité canadienne du Conseil privé (1992-93)	16,9 millions \$
Conférence du Secrétariat d'État sur les questions autochtones	3 millions \$
La majeure partie du budget annuel du ministère des Affaires intergouvernementales	7 millions \$ x (2 ans)
Sondages, dernière semaine de la campagne référendaire	2,5 millions \$
Commission Spicer	22 millions \$
Commission Beaudoin-Edwards	4 millions \$
Commission Beaudoin-Dobbie	4,2 millions \$
Conférence sur la réforme constitutionnelle	8,9 millions \$
Comités provinciaux:	
• Ontario	1 million \$ - 2 millions \$
• Nouveau-Brunswick	200 000 \$
• Nouvelle Écosse	180 000 \$
• I.P.É.	15 000 \$
• Terre-Neuve	125 000 \$
TOTAL	environ 300 millions \$

Tonia Cowan -- (P)

Depuis Meech, la constitution a coûté plus de 300 millions \$

OTTAWA (PC) — Plus de 300 millions\$ provenant des goussets des contribuables canadiens auraient servi à aider le pays à trouver un terrain d'entente en matière constitutionnelle.

C'est ce qu'indiquent les données disponibles recueillies depuis l'échec de l'Accord du Lac Meech et au cours des mois qui ont précédé le référendum du 26 octobre dernier et la conclusion de l'Accord de Charlottetown.

Peu de hauts responsables gouvernementaux sont disposés à dévoiler les coûts de toute cette saga constitutionnelle.

« Je ne sais pas combien tout ça a coûté, a confié un haut fonctionnaire albertain ayant requis l'anonymat. Et je ne crois pas que ce soit nécessairement d'intérêt pu-

blic... étant donné que les blessures sont encore vives. Tout ce que je peux vous dire, la campagne du Non a coûté cher. »

La plus grosse dépense a sans doute été le référendum: 125 millions\$ au niveau national et 45 millions\$ au Québec. Les comités du Oui et du Non ont également bénéficié chacun d'un budget maximum de 7,5 millions\$ dans les provinces canadiennes-anglaises et de 4,5 millions\$ au Québec.

Le gouvernement fédéral a aussi dépensé de fortes sommes d'argent depuis l'échec de l'Accord du

Lac Meech en vue de préparer la voie à une nouvelle entente constitutionnelle.

Le bureau du ministre des Affaires constitutionnelles, M. Joe Clark, disposait d'un budget de 16 millions\$ l'automne dernier pour appuyer l'unité canadienne. Le Conseil privé a aussi alloué 16,9 millions\$ pour soutenir la même cause.

Il en a coûté environ 20,5 millions\$ pour imprimer et distribuer le texte des propositions constitutionnelles et pour la mise sur pied d'une ligne téléphonique gratuite permettant aux citoyens d'obtenir des informations sur l'entente de Charlottetown.

On sait également que les sondages commandés par le fédéral au cours des semaines précédant

le référendum ont coûté environ 2,5 millions\$. Mais il est impossible de connaître le nombre exact de sondages qui ont été effectués pour le compte du gouvernement canadien depuis l'échec de l'Accord du lac Meech. C'est un secret jalousement gardé par Ottawa.

Et de nombreuses conférences et commissions ont été mises sur pied pour tenter de trouver une solution à la crise constitutionnelle:

— La conférence du secrétariat d'État sur les propositions constitutionnelles concernant les autochtones: 3 millions\$.

— La commission Spicer: 22 millions\$.

— La commission Beaudoin-Edwards: 4 millions\$.

— La commission Beaudoin-Dobbie: 4,2 millions\$.

— La conférence sur la réforme constitutionnelle: 8,9 millions\$.

Les gouvernements provinciaux ont également fait leur contribution en matière constitutionnelle au cours de cette période en mettant entre autres sur pied des comités en vue d'examiner la situation. L'Ontario y a dépensé entre 1 million\$ et 2 millions\$; le Nouveau-Brunswick 200000\$; la Nouvelle-Écosse 180000\$; l'Île-du-Prince-Édouard 15000\$ et Terre-Neuve 126000\$.

Barbara McDougall se fait rassurante

OTTAWA — La ministre des affaires extérieures, Barbara McDougall, a rassemblé plusieurs diplomates étrangers en réunion privée, hier, afin de les rassurer sur les résultats du référendum de lundi.

par JOHN WARD
de la Presse canadienne

Elle a déclaré, après la réunion, que les diplomates semblaient satisfaits de ses explications. Ces derniers ont préféré ne pas commenter les propos de la ministre,

expliquant qu'ils avaient un caractère privé.

« Je leur ai simplement dit que le vote de lundi n'était pas un vote contre le Canada, mais que les Canadiens s'étaient plutôt prononcés contre un ensemble de propositions constitutionnelles », a déclaré Mme McDougall lors d'une

conférence de presse.

« Je leur ai aussi expliqué que même si j'étais personnellement déçue du résultat, j'ai trouvé stimulant de constater qu'un grand nombre de Canadiens avaient participé au processus référendaire. J'ai aussi été impressionnée par le caractère réfléchi du vote des Canadiens, qui se sont renseignés avant de voter et ont posé énormément de questions. »

GOÛTEZ LE SOLEIL DE LA GUADELOUPE
(IL SUFFIT D'ÊTRE ABONNÉ*)

UN VOYAGE DOUBLE
PAR JOUR PENDANT
50 JOURS

ABONNEZ-VOUS
647-3333
1-800-463-2362
LE SOLEIL
(IL BRÛLE POUR TOUT LE MONDE)

*Abonnement 6 ou 7 jours uniquement.

ATTENTION!
GENS D'AFFAIRES DE TOUTES RÉGIONS DU QUÉBEC



Essayez l'étampe qui n'a jamais besoin de tampon encreur

LA SUPER PRÉ-ENCRÉE STAMP-EVER

ESTAMPES-RAY inc. 1985, av. Maultis, Québec G1J4J7
(418) 667-1626 Télécopieur: (418) 667-5101

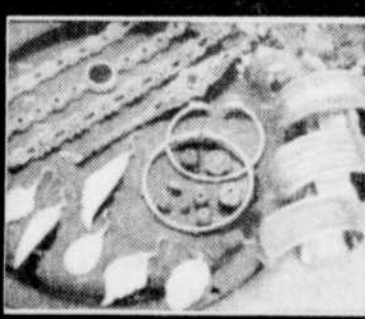
**OUVERT
LE
DIMANCHE**



**COLLECTION
THAÏ**

IMPORTATIONS EXCLUSIVES
♦ OBJETS D'ART ♦ BRONZE
♦ BIJOUX EXCLUSIFS

**30% à 50%
DE RÉDUCTION**



30, boul. Saint-Cyrille Est
Québec (Québec)
Canada G1R2B1
Tél.: (418) 649-1500
(entre Turnbull et Salaberry)

3663, rue du Campanile
Sainte-Foy (Québec)
Canada G1X4G5
Tél.: (418) 652-9929

**PRENEZ UNE LONGUEUR
D'AVANCE**



Devenez compétent grâce à
l'Institut d'Informatique de Québec!

► Pour nous, la compétence c'est:

- une école réputée depuis près de 30 ans;
- l'excellence de la formation assurée par le personnel enseignant;
- une expérience pratique de 3 mois en milieu de travail;
- une technologie de pointe: le AS/400 d'IBM

► Choisissez votre formation

- Programmeur-analyste (420-52)
- Gestion financière informatisée (410-53)

Inscrivez-vous maintenant.
Les cours débutent le 4 janvier 1993



**INSTITUT
D'INFORMATIQUE
de Québec inc.**

687-5801

- Établissement d'enseignement collégial privé.
- Possibilité d'aide financière.

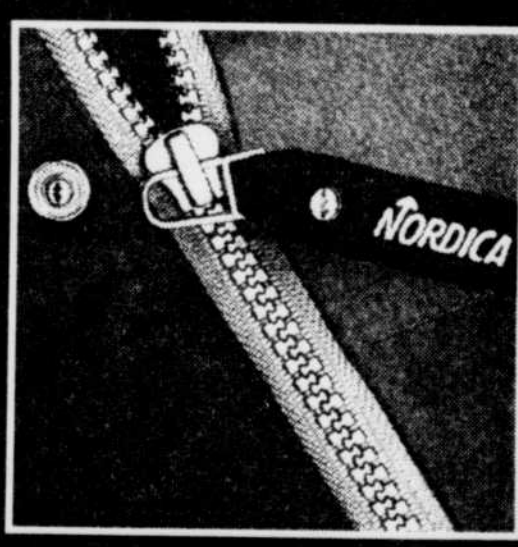
1275, ch. Ste-Foy, suite 385

**Clinique d'ophtalmologie
Dr J.R. Clément m.d.**

Verres de contact

PLACE DE LA CITÉ
2635, boul. Hochelaga, Sainte-Foy
(418) 654-1488

BOUTIK SUISSSE



*J'adore les bosses
et la poudreuse.*

Prêt-à-porter • Vêtements de ski
1366, Maguire, Sillery 418.527.0604

**MARBRE
et GRANIT**

DIRECTEMENT DE L'USINE

à partir de
Table de salle à manger 995\$

Table de centre, de coin 495\$

Socle 125\$

Recouvrement de foyer 295\$

Comptoir de cuisine

Depuis 10
ans, nous
fabriquons:



**MARBRE GRANITE
INTERNATIONAL**

Importateur-distributeur
1385, de la Pointe-aux-Lièvres
(Dorchester Nord), Québec 648-1754
Télécopieur: 648-0997



Imbattables,
pratiques et économiques
**PALETOTS
D'HIVER**

**SUPER PRIX
99.95\$**

Modèle
style trench d'allure ample, fermeture éclair à l'avant et ceinturé à la taille
Tissus
"extérieur" (35% polyester, 65% coton) - "intérieur" (100% nylon) - "remplissage", chaude doublure pour l'hiver (100% polyester)

G.H.

ECHÈNE & FILS INC.

- 4080, boul. Sainte-Anne Montmorency, près de la chute
- Galeries de la Capitale, près de la Baie, 2e étage

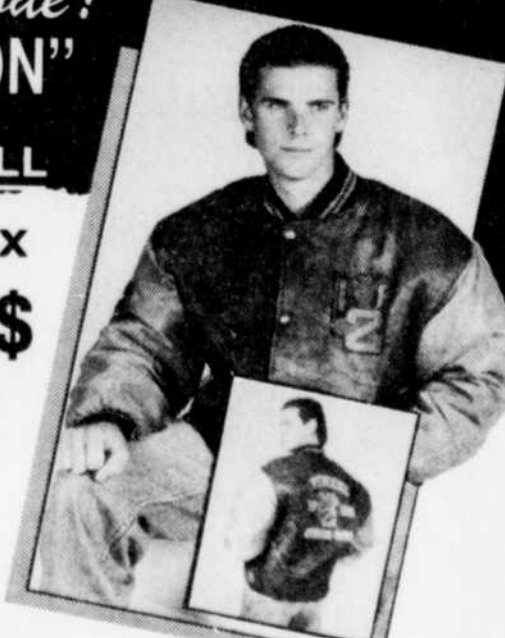
- Place Fleur de Lys, près de Laura Secord
- Promenade Drummondville à l'entrée de Sears

- Galeries de la Canadière Québec
- Place Laurier Mail sud-ouest, 2e niveau près de la Baie

Très à la mode!
**"BLOUSON"
STYLE
BASE-BALL**

**SUPER PRIX
à partir de
79.95\$**

"Modèle"
court à la taille, collet et poignet en tricot
"Tissu"
Mélange laine et nylon avec doublure matelassée
Grandes
PMGTG



G.H.

ECHÈNE & FILS INC.

- 4080, boul. Sainte-Anne Montmorency, près de la chute
- Galeries de la Capitale, près de la Baie, 2e étage

- Place Fleur de Lys, près de Laura Secord
- Promenade Drummondville à l'entrée de Sears

- Galeries de la Canadière Québec
- Place Laurier Mail sud-ouest, 2e niveau près de la Baie

Kantishna, Alaska, 14 habitants. 6 h du matin, -35°C. La veille, vous avez oublié d'éteindre vos phares et le garage le plus proche est à 40 km.

On arrive

GM PRÉSENTE LE PROGRAMME D'AIDE AUX AUTOMOBILISTES
LE PLUS COMPLET QUI SOIT: L'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 H.

Partout au Canada et aux États-Unis, 365 jours par année, 24 heures sur 24, que vous conduisiez une Pontiac, Chevrolet, Geo, Asüna, Buick, Oldsmobile, ou n'importe quel camion léger Chevrolet ou GMC 93, en cas de pépin, vous pourrez toujours compter sur notre assistance.

■ Pendant 3 ans ou 60 000 km, selon la première éventualité, en appelant un numéro sans frais, vous obtiendrez l'aide d'un conseiller ou du secours sur place, immédiatement.

■ Nous vous aiderons si vous avez verrouillé vos clefs dans l'auto.

■ Nous interviendrons si vous avez besoin d'un démarrage-secours parce que la veille, vous avez oublié d'éteindre vos phares.

■ Nous ferons vos appels importants pour laisser savoir où vous êtes, en cas de panne.

■ Nous vous ravitaillerons en cas de panne sèche pour que vous puissiez vous rendre au garage le plus proche.

■ Nous effectuerons sur place, si possible, des réparations mineures comme le changement de la courroie du ventilateur ou des boyaux.

■ Nous réparerons les crevaisons.

■ Nous dégagerons votre voiture si elle est enlisée dans la neige ou la boue.

■ Nous paierons les frais d'hôtel et de repas pour un montant total allant jusqu'à 500 \$ si votre voyage est interrompu à la suite d'un bris sous garantie survenant à plus de 250 kilomètres de votre demeure.

■ Nous établirons l'itinéraire le plus rapide ou le plus agréable pour vos voyages.

■ Nous fournirons cartes routières et autre information utile pour vos voyages.

■ Aucun autre programme de ce genre n'est aussi complet, aussi humain, aussi rassurant que l'Assistance routière 24 heures de General Motors. Entre nous, il est peu probable que vous en ayez besoin, mais il est sûr que vous roulez toujours l'esprit tranquille.



Assistance
ROUTIÈRE 24 HEURES



Gestion des boues

Québec étendra le programme aux municipalités rurales

CAP-SANTÉ — Le ministre de l'Environnement, M. Pierre Paradis, rendra public, d'ici la fin de l'année, un programme d'intervention qui s'étendra aussi à la gestion des boues de fosses septiques des municipalités rurales, écartées jusqu'à maintenant du programme d'assainissement des eaux.

par DOMINIC HARDY
collaboration spéciale

Actuellement, la production annuelle de boues est estimée à 75 000 tonnes de matières sèches et le Menviq prévoit qu'elle atteindra 200 000 tonnes quand le programme d'assainissement des eaux sera complété dans quelques années. Une quarantaine de municipalités sont inscrites au programme cette année et il en reste à peu près le double pour pouvoir le compléter.

Si on ajoute à cela les boues de fosses septiques produites pour la plus grande part dans les municipalités rurales, c'est un volume de 30 000 tonnes supplémentaires

qui devra être traité. Et 70% de ces 230 000 tonnes de boues peuvent être valorisées en compost pour l'agriculture et la sylviculture. Jusqu'à maintenant, les municipalités rurales ont été à toutes fins utiles écartées des fortes subventions (90% des coûts) du programme d'assainissement des eaux qui ne s'adressaient qu'aux municipalités disposant d'un système d'égout collecteur.

Mais même dans les campagnes, ces boues de fosses septiques commencent à menacer la qualité de la nappe phréatique. Par exemple, une étude révèle que 25% des puits de Portneuf sont contaminés par ces boues. La

MRC a donc demandé au ministre d'intervenir dans le cas des eaux usées en résidence isolées.

Récemment, le conseil des représentants de la MRC recevait la visite de M. Jean-Marc Jalbert du Service de gestion des boues du Menviq, créé au début de l'année par le ministre Pierre Paradis. La réunion s'est déroulée à huis clos parce que, a expliqué le préfet de la MRC, « M. Jalbert doit parler aux maires d'une nouvelle politique qui n'a pas encore été annoncée par le ministre ».

Au Menviq, on confirme que cette nouvelle politique de gestion intégrée des boues sera rendue publique avant la fin de l'année. On précise même que « le gouvernement a pris la décision d'introduire au programme d'assainissement des eaux un nouveau volet

spécifique en matière de gestion des boues ».

Ce volet s'inscrit dans la foulée de l'annonce faite par le ministre

en janvier dernier, qu'une somme de 190 millions \$ serait consacrée à la promotion de solutions au problème de la gestion des boues. Une seconde phase inclura plus tard les boues industrielles.

Selon des maires qui assistaient à l'allocution, le ministre prévoit confier des responsabilités accrues aux MRC pour ce qui concerne la gestion des boues d'épuration, de fosses septiques ou d'usines d'épuration.

Certaines MRC qui font déjà des efforts ce sens auraient même été sélectionnées pour obtenir des subventions devant permettre l'élaboration d'un plan directeur de gestion intégrée des boues contaminées, à l'intérieur d'un budget de 10 millions \$ dégagé récemment. Avec cette nouvelle politique, il s'agit, en fait, pour le gouvernement, après avoir consacré

plus d'argent à l'épuration des eaux qu'au traitement des boues, d'inverser la situation. Mais on ignore toujours si dans les nouvelles orientations du ministre, on prévoit des subventions aussi généreuses pour les systèmes de traitement des boues que pour ceux des eaux usées.

Quoi qu'il en soit, disait un maire, ce nouveau coup de pouce pourrait ouvrir encore plus un marché fort intéressant pour les firmes d'ingénieurs-conseils et les fabricants d'équipements de dépollution. Actuellement, la grande majorité des boues produites est enfouie après avoir été asséchée. Reste maintenant à savoir, expliquait un autre élu municipal, si les villes, jalouses de leur autonomie, vont réussir à infléchir le ministre afin qu'il ne donne pas trop de pouvoirs.



Le ministre Pierre Paradis

TRAITEMENT DE VARICES
DR DANNY-ELL GINGRAS, M.D., L.M.C.C.
Membre des Sociétés canadienne, américaine et française de phlébologie
EXAMEN DOPPLER
Clinique de chirurgie plastique et esthétique du Québec métropolitain
LÉVIS: 4975, boul. de la Rive-Sud, bureau 300, Lévis (Québec) G6V 4Z5, Tél.: 837-1015
SAINTÉ-FOY: 1175, Lavigerie, bureau 100, Iberville Deux, Sainte-Foy (Québec) G1V 4P1, Tél.: 654-1720

CONFÉRENCE
Samedi le 7 novembre à 19h30
Hôtel Ambassadeur
321, boul. Sainte-Anne, Beauport

LA VIE APRÈS LA MORT

Que se passe-t-il après la mort?
Qu'est-ce que l'au-delà?
Combien de fois se réincarne-t-on sur Terre et pourquoi se réincarner?
Est-ce utile de connaître nos vies antérieures?

Le but de cette soirée est de faire connaître l'œuvre "Dans la Lumière de la Vérité" Message du Graal de Abd-ru-shin.

CÉGEP DE SAINTÉ-FOY
Service de l'éducation des adultes

Prenez votre **ir** en main

DOS (DÉBUTANT)
Mardi, 10-17-24 novembre, 1er décembre 12 h 156\$

FORTUNE 1000
Jeudi, 12-19-26 novembre, 3-10-17 décembre 18 h 234\$

WORDPERFECT 5.1
Lundi, 9-16-23-30 novembre, 7-14 décembre 18 h 234\$

WINDOWS 3.1
Samedi, 14 novembre 6 h 75\$

LOTUS 1-2-3 (DÉBUTANT)
Samedis, 21-28 novembre, 5 décembre 18 h 234\$

- Les cours sont offerts en soirée de 19h à 22h ou le samedi de 9h à 12h et de 13h à 16h.
- Maximum de 15 participants par groupe, un ordinateur par participant.
- Des périodes de pratique libre seront mises à votre disposition.
- La TPS et TVQ sont en sus.

POUR INFORMATION ET INSCRIPTION: 659-6620

PRODUITS DE BEAUTÉ

CÉRAMIQUE • ROBINETS
TOURBILLONS • MARBRE
BOUTIQUE D'ACCESSOIRES ET CADEAUX

CÉRAMIQUE D É C O R

4220, 3e Avenue Ouest, Charlesbourg • 627-0122

UNE OFFRE... pour les oiseaux!

SPÉCIAL GRAINES DE TOURNESOL NOIRES
sac de 20kg (44lbs)
11.49

CÔNE À ROSIER SPÉCIAL
1.87 petit 36 x 30 cm
2.67 gros 45 x 45 cm

CYCLAMEN SPÉCIAL
(sauf à Beauport)
9.99

TOILE GÉOTEXTILE ABRI-TEX
• Protège les végétaux contre le vent, le froid et le sel de rue.
• Réutilisable année après année.
• Laisse pénétrer la lumière.

centre jardin HAMEL
Votre jardinier-conseil

Prix en vigueur jusqu'au 2 novembre 1992 inclusivement ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

ANCIENNE-LORETTE 6029, boul. Hamel
BEAUPORT 1350, boul. des Chutes
CHARLESBOURG 1169, 80e Rue Est
LÉVIS 4800, boul. de la Rive-Sud
SAINTÉ-FOY Halles de Sainte-Foy

FINIE

LA CORVÉE DU NETTOYAGE! CONFIEZ CE TRAVAIL À DES PROFESSIONNELS
NOUS GARANTISSONS NOTRE TRAVAIL

DEUX PIÈCES 24.99
tapis mur à mur

MAISON COMPLÈTE 79.99
5 pièces de tapis mur à mur, 12 marches et un vestibule

RABAIS DE 50%
sur traitement antitaches

1 CANAPÉ ET 1 FAUTEUIL 54.99

NETTOYEURS UNIS DE LA CAPITALE
Une entreprise de chez nous

ATTENTION AUX P.M.E. TAUX SPÉCIAUX Pour rendez-vous: **626-0248 626-6745**

EN PRÉSENTANT CETTE ANNONCE, VOUS AUREZ DROIT À L'APPLICATION GRATUITE D'UN DÉSODORISANT AVEC TOUT NETTOYAGE. CETTE OFFRE EST PROLONGÉE JUSQU'AU 6 NOVEMBRE 1992.

Fin d'une campagne discrète à Beauport

BEAUPORT — La campagne électorale prendra fin ce soir à Beauport pour les deux candidats à la mairie: le maire sortant, M. Jacques Langlois, qui sollicite un troisième mandat, et son adversaire, M. Égide Gagnon, qui tente à nouveau de le déloger.



M. Jacques Langlois

par Gilles OUELLET
LE SOLEIL

Dressant hier pour LE SOLEIL un bilan de sa campagne, M. Langlois a admis avoir été discret dans les médias mais très présent dans le milieu, a-t-il dit, rencontrant en moyenne 400 personnes par jour.

Pour M. Langlois, la santé financière de Beauport est bonne, le taux d'endettement à la baisse depuis 1976, développement domiciliaire et commercial en hausse. Cette municipalité de la banlieue de Québec, avec une population de 69 850 personnes a un budget de 60 millions \$ cette année.

Le maire est fier de dire que 800 nouveaux logements sont construits par année, qu'il y a actuellement 110 industries à Beauport qui procurent du travail à 2000 personnes, et 1400 commerces qui fournissent 15000 emplois sur le territoire.

Les priorités de M. Langlois pour un troisième mandat iront vers le respect de l'environnement, en favorisant la récupération, vers le développement économique et commercial que le maire veut accentuer, puis vers une préoccupation plus grande encore pour les citoyens.

Le candidat Gagnon

M. Égide Gagnon, candidat indépendant à la mairie, axe sa campagne sur la question des finances municipales. Il dénonce ce qu'il appelle le manque de trans-

parence de l'administration Langlois dans la gestion des finances de la ville.

M. Gagnon s'en prend à M. Langlois qui irait versé un surplus de 5 millions \$ dans le fonds de dépenses en immobilisations, alors que la prévisions pour ce poste n'était que de 169 700 \$. Le candidat qualifie la manœuvre de tripotage et aurait voulu que ce surplus aille sur la dette.

Le candidat, conseiller en gestion à son propre compte, s'appuiera s'il est élu sur l'équipe de fonctionnaires en place. Il n'accorde par ailleurs pas beaucoup d'importance à la Communauté urbaine de Québec où, pour reprendre une expression de hockey, tout le monde joue sur le bout de la palette, c'est-à-dire que les représentants municipaux ont tendance à éviter de s'engager ou-

vertement sur des dossiers, exception de Mme Boucher, mairesse de Sainte-Foy, tient à préciser M. Gagnon.



M. Égide Gagnon

Pronovost en procès

SHAWINIGAN (PC) — Le député de Saint-Maurice aux Communes, Denis Pronovost, a comparu brièvement, hier, devant la Cour du Québec, à Shawinigan, où il a annoncé qu'il préférerait maintenant être jugé par un juge seul plutôt que par un tribunal formé d'un juge et de jurés.

Le juge Gilles Bergeron a acquiescé à la demande de l'accusé et a fixé la cause pro forma au 23 novembre.

Le député devra par ailleurs se présenter devant la Cour du Québec le 21 décembre pour répondre à une accusation de délit de fuite relativement à des événements survenus le 16 octobre dernier, sur le boulevard des Chenaux, à Trois-Rivières.

BÂTIR UN AVENIR ENSEMBLE



IMAGINEZ VOTRE ENFANT HEUREUX À L'ÉCOLE!

Journée d'information:
Dimanche,
le 1er novembre à 13h30.



ACADÉMIE SAINT-LOUIS
810, des Érables, Québec, (418) 681-7768

ÉCOLE PRIVÉE MIXTE DE NIVEAU SECONDAIRE

LA PLUS GRANDE CHAÎNE DE VIDÉO INDÉPENDANTE AU QUÉBEC

Offrez-vous le meilleur choix!



Club
VIDEO ECLAIR



1 CASSETTE GRATUITE
Nintendo
Louez une cassette et recevez une autre location gratuite.
Valable jusqu'au 7 novembre 1992

1 FILM GRATUIT
Louez un film et recevez une autre location gratuite en présentant ce coupon, à l'exception des points orange.
Valable jusqu'au 7 novembre 1992

Commandez vos copies des maintenant
(514) 333-4091 - 1-800-361-5508 sans frais

VAL-BÉLAIR 845-1212
VAL-BÉLAIR 845-2525
SAINT-ROMUALD 839-2958
SAINT-ÉMILE 842-2007
LES SAULES 872-1515
CHARLESBOURG 627-5696

LIMOULOU 647-6446
LÉVIS 835-3030
SAINT-ÉTIENNE 836-1212
SAINT-FOY 871-2323
SAINT-FOY 657-4444

VANIER 681-3434
QUÉBEC 628-5757
CAP-ROUGE 653-6666
L'ANCIENNE-LORETTE 872-4045
SAINT-ANNE-DE-BEAUPRÉ 827-8181

QUI NOUS AIME NOUS SUIVE...

jusqu'à



Prenez note que, dorénavant, votre magasin de fourrures Jos Robitaille vous offre ses prestigieuses collections à son nouveau magasin situé à Place Ste-Foy.

Venez nous y rencontrer et admirer le dernier cri en matière de mode:

MANTEAUX D'ALPACA GARNIS DE FOURRURE
MANTEAUX "SWINGERS" EN CACHEMIRE GARNIS DE VISON
...AINSI QUE NOTRE TOUTE NOUVELLE COLLECTION DE
FOURRURES HIVER 1993

Toujours le même excellent service qui a fait notre réputation depuis 1894.

Jos Robitaille Fourrures
Place Ste-Foy — Tél. 650-6185



LE MONDE

L'Irangate revient hanter George Bush

SAINT-LOUIS (AFP) - L'Irangate a ressurgi hier dans la campagne électorale américaine d'une manière qui pourrait gêner la remontée de George Bush dans les sondages et que la Maison Blanche s'est immédiatement employée à contrer, alors que Bill Clinton s'en servait pour attaquer la crédibilité du président.

par Pascal TAILLANDIER
de l'Agence France Presse

Cette réapparition, due à une mise en cause du président dans une nouvelle inculpation portée contre l'ancien secrétaire à la Défense Caspar Weinberger, s'est produite alors que deux nouveaux sondages montraient une course à la Maison Blanche serrée.

En tournée électorale à Pittsburgh (Pennsylvanie), M. Clinton a affirmé que le texte de la nouvelle inculpation contre M. Weinberger constituait « la révélation » du jour et prouvait le manque de crédibilité du président. De Saint-Louis (Missouri), le porte-parole de la Maison Blanche Marlin Fitzwater a répondu qu'il n'y avait « aucun fait nouveau ».

L'acte d'inculpation affirme que M. Bush était présent lors d'une réunion tenue en janvier 1986 au cours de laquelle le principe de la vente d'armes à l'Iran en échange de la libération d'otages américains au Liban avait été discuté.

M. Bush, qui n'a jamais nié sa présence à cette réunion, a toujours dit qu'à cette époque il était au courant du projet de vente mais pas de l'espoir de l'échange, et qu'il n'avait été mis au courant du lien entre les deux qu'en dé-

cembre 1986.

L'enquête quotidienne CNN - USA Today des votants probables donnait une avance d'un point à M. Clinton (41%-40%), alors qu'un sondage Newsweek fixait cet écart à 2 points (41-39), soit pratiquement dans les deux cas une égalité statistique. Un sondage ABC donnait une marge de 4 points (41-37). Par contre, un sondage CBS donne une conforta-

ble priorité de 10 points au candidat démocrate.

Cependant, le décompte par Etat, crucial compte tenu du système de grands électeurs selon le principe du « vainqueur prend tout » dans chaque Etat, accordait toujours un énorme avantage à M. Clinton, en tête dans la grande majorité des Etats et près du total de 270 votes électoraux nécessaires pour être élu président.

Tous les sondages étaient d'accord pour souligner que l'indépendant Ross Perot, qui s'était fait fort jeudi de remporter les 50 Etats américains, continuait sa glissade. Il était crédité de 14 points par CNN et Newsweek et de 15 par CBS.



Des Juifs hassidiques de New York manifestent contre l'acquittement d'un jeune Noir de 17 ans du meurtre d'un étudiant au rabbinat.

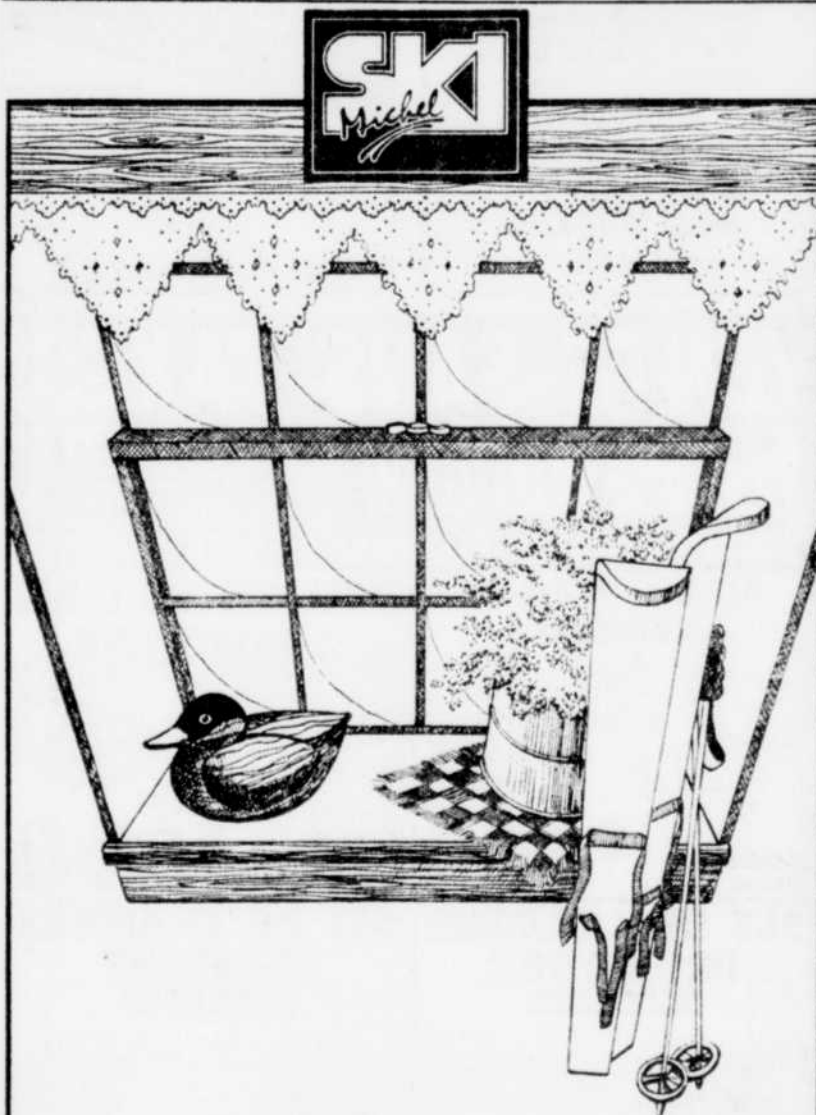
SPECIAL
28 995\$
Prix de détail 34 160\$

1992
BONNEVILLE SSEI



Démonstrateur du président,
7 800 kilomètres, couleur
blanc, intérieur gris.

BOUCHARD
PONTIAC-BUICK-GMC
Boul. Sainte-Anne
Château-Richer
824-4201



COULEUR ET CONFORT
POUR LA SAISON BLANCHE

ACHETEZ VOTRE ENSEMBLE DE SKI
AVANT LE 21 DÉCEMBRE 1992
ET OBTENEZ GRATUITEMENT DES
ACCESSOIRES POUR UNE VALEUR DE

100\$



Ski Michel
9414, boulevard Sainte-Anne
Sainte-Anne-de-Beaupré
Tél.: (418) 827-4793

UNE BOUTIQUE QUI A DU CARACTÈRE

L'art des fruits et légumes



VARIÉTÉ, QUALITÉ ET FRAÎCHEUR GARANTIES
OU ARGENT REMIS*

QUÉBEC

Halles Le Petit Quartier
1191, rue Cartier
529-6833

SAINT-FOY

Halles de Sainte-Foy
2500, Quatre-Bourgeois
659-6666



VAL-BÉLAIR

1860, Boul. Industriel
OUVERTURE
Décembre 92

NEUVILLE

772, Route 138
876-2066

* sur présentation du coupon de caisse dans les limites raisonnables de la date d'achat.

30%

Si
votre entreprise
fait plus de
200\$ d'appels
interurbains
par mois,
abonnez-vous
au plan
d'économie
AVANTAGE^{MC}
de Bell.
Vous pourriez
ainsi épargner
de 20% à 30%
sur vos frais
d'interurbains.
AVANTAGE*
vous donne
maintenant
accès à plus
de 200 pays.
Et l'abonnement
est gratuit.

LE PLAN D'ÉCONOMIE AVANTAGE,
une autre solution de Bell pour les gens en affaires.
Appelez nos conseillers au **1 800 363-BELL.**

*Ce plan d'économie peut être sujet à certaines conditions.
Une facturation minimale de 200\$ d'interurbains est requise.

Bell
des gens de parole^{MC}



Contre la Mafia

Le procureur général de Palerme, Bruno Siclari, vient d'être élu à la tête du super-parquet anti-Mafia. Cette fonction devait revenir aux juges Falcone, puis Borsellino, mais tous deux ont été assassinés par la pègre au cours des derniers mois.

Le tapis glisse sous Eltsine

MOSCOU (AFP) - L'aggravation de la crise politique en Russie illustre les limites, apparemment toujours plus étroites, des pouvoirs réels de Boris Eltsine aux prises avec un Parlement contrôlé par ses opposants et une haute administration, héritée du régime soviétique, de plus en plus ouvertement rétive.

Cette situation commence à provoquer une certaine inquiétude dans les ambassades, notamment occidentales, à Moscou. Selon plusieurs sources diplomatiques concordantes, la position officielle de leur gouvernement, régulièrement réaffirmée notamment à Washington, est de soutenir le président Boris Eltsine.

Au cours de la semaine écoulée, le président russe n'est pas parvenu notamment à obtenir le report de la convocation du Congrès. Son ordre de dissolution de la garde du Parlement est restée lettre morte, et la mise hors la loi du Front de Salut National n'a pas reçu le plus petit début d'exécution.

De même, en annonçant qu'il avait décidé de suspendre le retrait des troupes russes stationnées dans les États baltes, Boris Eltsine a plus entériné une situation de fait créée par les officiers de ces garnisons, qu'exercé ses pouvoirs de Chef suprême des forces armées.

Ce n'est certes pas la première

fois que Boris Eltsine prend des décisions qui ne sont pas suivies d'effets mais les revers subis ces derniers jours font figure, aux yeux de certains analystes, de camouflets, voire d'aveu d'impuissance à diriger un immense pays de 150 millions d'habitants où il n'y a ni Constitution, ni institutions réellement admises.

Une semaine après n'avoir pu être approuvé par le parlement, le texte a reçu le feu vert du Conseil présidentiel - un organisme de 60 membres nommés en partie par le chef de l'Etat, en partie par le parlement et au sein duquel le NP est majoritaire.

Le projet qui doit encore être signé par M. de Klerk prévoit une

Même si Boris Eltsine a prudemment pris ses distances avec la thérapie de choc de son premier ministre, l'échec de la promesse d'un passage en un an à l'économie de marché qu'il avait faite en octobre dernier est patent.

Le rouble s'effondre un peu plus chaque jour, en grande partie en raison du refus du gouverneur de la Banque Centrale de Russie de suivre la politique de rigueur du gouvernement.

De même, les dirigeants du

complexe industriel, toujours installés dans les fauteuils auxquels ils ont accédé sous le régime soviétique, s'organisent politiquement pour imposer leur credo économique.

Officiellement combattue, la corruption s'étend à tous les niveaux avec la complicité semblait-il générale de la bureaucratie. Les avoirs illégaux détenus par des russes à l'étranger dépasseraient actuellement, selon des sources financières spécialisées, plus de vingt milliards de dollars.

Amnistie en Afrique du Sud

JOHANNESBURG - Le dernier obstacle à une amnistie des crimes et délits politiques en Afrique du Sud, prévue par le président Frederik de Klerk, a été levé hier, en dépit de l'hostilité que suscite la mesure dans tous les partis, à l'exception du parti national (NP) au pouvoir.

Une amnistie des crimes et délits politiques commis avant le 8 octobre 1990. Il concerne tous les prisonniers politiques, quelle que soit leur appartenance ainsi que les militants n'ayant pas fait l'objet d'une inculpation. Il prévoit la nomination par le chef de l'Etat d'un « conseil pour l'amnistie » qui sera chargé d'examiner, dans le secret, les cas de ceux qui demandent à bénéficier de la mesure.

Estimant qu'il évitera au gouvernement de voir dévoilés les noms des membres de l'armée ou de la police coupables d'actions douteuses contre des militants anti-apartheid, le Congrès National Africain de Nelson Mandela a fait savoir qu'il considérerait les dispositions du texte comme nulles en cas d'arrivée au pouvoir.

Durant le débat parlementaire, la procédure du secret choisie par le gouvernement avait fait l'objet de nombreuses critiques. Le « conseil présidentiel » a recommandé des amendements de manière à réduire le secret entourant les bénéficiaires de l'amnistie.

Payez comptant sans argent comptant.



Il est maintenant possible d'utiliser votre carte de guichet pour payer vos achats courants directement à partir de votre compte de chèques ou d'épargne. Le PAIEMENT DIRECT *Interac*^{MD} est offert dans de nombreux commerces de la région tels que supermarchés, pharmacies, boutiques et autres.

PRATIQUE: Le PAIEMENT DIRECT *Interac* est la solution de remplacement au paiement en espèces ou par chèque. Fini l'embarras de ne pas avoir suffisamment d'argent sur soi pour payer ses achats! Sans compter que vous gagnerez du temps en diminuant les visites à votre succursale ou au guichet automatique. Le PAIEMENT DIRECT *Interac* est beaucoup moins compliqué que le paiement par chèque et beaucoup plus pratique que le paiement en espèces!

SIMPLE: Vous payez vos achats avec la même carte que vous utilisez au guichet automatique (sauf s'il s'agit d'une carte de crédit). C'est aussi simple que d'effectuer un retrait d'argent.

RAPIDE: Quelques secondes suffisent pour payer vos achats. Un relevé de transaction vous est immédiatement remis. C'est tout!

Pour obtenir plus de renseignements sur le PAIEMENT DIRECT *Interac*, communiquez avec votre institution financière.

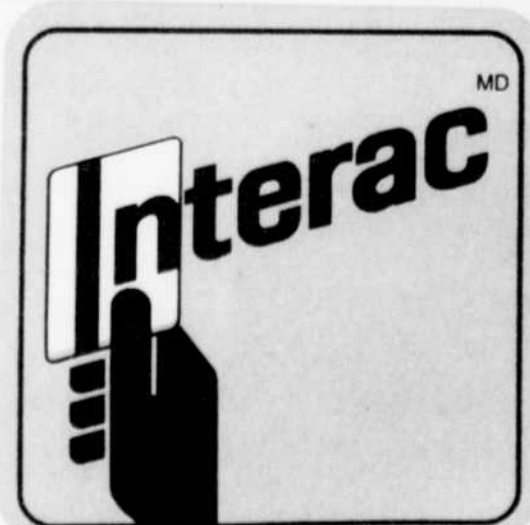
■ Banque Nationale du Canada
■ Banque Royale du Canada

■ Banque Scotia
■ Banque TD
■ Canada Trust
■ CIBC
■ CS CO-OP

■ La Banque de Montréal
■ La Centrale des caisses de crédit du Canada

■ Les Caisses populaires et d'économie Desjardins

Partout où vous verrez ce symbole.



**PAIEMENT
DIRECT**



Vous voulez élargir votre clientèle? Pour moins de 1\$ par jour, abonnez-vous au service 800 PME^{MC}.

Désormais à votre portée, 800 PME permet à vos clients de vous appeler sans frais du Canada ou des États-Unis.

LE SERVICE 800 PME,
une autre solution de Bell pour les gens en affaires.
Appelez nos conseillers au **1 800 363-BELL.**

Bell
des gens de parole^{MC}

La France réplique au Danemark

Maastricht ne se renégocie pas

BRUXELLES (AFP) - Tout aménagement du Traité de Maastricht permettant une ratification par le Danemark, devra prendre la forme de déclarations interprétatives et non d'un protocole, car celui-ci signifie obligatoirement une renégociation, a indiqué vendredi un porte-parole de la Commission à Bruxelles.

Les membres de la Communauté européenne ont exclu toute renégociation du Traité à la suite de la demande danoise d'arrangement spécial « permanent et juridiquement contraignant » adoptée cette semaine au parlement danois.

Le président de la Commission Jacques Delors, de son côté, a déclaré jeudi devant le parlement belge: « si les Douze veulent maintenir leur position et ne pas modifier le Traité (de Maastricht), nous ne pouvons résoudre le problème danois qu'en ajoutant des déclarations interprétatives et non un protocole, car celui-ci a valeur de traité ».

Selon Jacques Delors, il y a deux principes à respecter: « personne ne peut obliger un pays à ratifier Maastricht et aucun pays ne peut posséder un droit de veto si énorme qu'il empêcherait les autres de progresser ».

Selon une source communautaire, Jacques Delors a voulu ainsi

rappeler la position de la Communauté concernant la ratification du Traité de Maastricht par tous les États membres.

« L'intention de la Commission est d'aider le plus possible le Danemark à ratifier le Traité », a rappelé hier cette source en ajoutant que tout était ouvert quant à la possibilité de trouver un compromis avec Copenhague.

Le ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas a de son côté estimé devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat (chambre haute) que les propositions danoises concernant le Traité de Maastricht étaient « difficilement acceptables en l'état par les partenaires européens ».

« Le statut spécial souhaité par le Danemark (où le non l'a emporté en juin dernier) tendrait à dispenser ce dernier des obligations liées à la politique étrangère et de sécurité commune, à la citoyenneté européenne et à l'Union économique et monétaire », a relevé le ministre.



Les soldats serbes hissent un drapeau croate après avoir capturé le bastion bosniaque de Jajce, jetant des milliers de réfugiés sur les chemins. Les Musulmans menacent maintenant de se défendre avec des gaz toxiques si l'embargo sur les armes n'est pas levé.

Le dimanche 1er novembre 1992
Information à 13h30

PORTES OUVERTES

Une école secondaire privée où la **QUALITÉ** des cours et l'encadrement est le secret de la **REUSSITE**.



Viens...

- Rencontrer le personnel et les élèves.
- Visionner un vidéo et t'informer sur la vie au collège.
- Voir les élèves en activités: sciences, sport, théâtre, arts, informatique.
- Visiter la résidence des pensionnaires.
- Explorer notre environnement extérieur.
- Découvrir la facilité de te rendre au collège.

Examens
d'admission:
28 novembre
5-12 décembre
à 8h15



**Collège
Notre-Dame-de-Bellevue**

LE PASSEPORT DE LA REUSSITE, VIENS LE CONSTATER!

1605, chemin Sainte-Foy, Québec G1S 2P2
Information: (418) 681-7781

Centre d'aide à la communication



Jules Martel
Pédagogue - Praticien en PNL

**UNE FORMATION
A VOTRE IMAGE:**
originale, simple et efficace

La gestion de ses émotions
7-8 nov.

Mon objectif accroche-cœur
(ou comment préciser ce que je veux pour l'obtenir)
14-15 nov.

Recré-action
(ou comment éloigner à tout jamais le burn out)
28-29 nov.

Ces activités sont présentées au Collège Mérici, Québec, par Jules Martel.

Information et inscription
683-1190

NOUVEAU MÉDECIN



Docteur Sandra Del Degan

Le docteur Sandra Del Degan, diplômée de l'Université Laval en médecine familiale, est heureuse d'annoncer l'ouverture de son bureau médical au:

1323, avenue Maguire
Sillery

Pour rendez-vous, appelez au:
681-7755



**Voyages
Paradis**

VOLS À PARTIR DE:

FORT LAUDERDALE

199\$

1 ou 2 SEMAINES

BEAUPORT
666-1616
CHARLESBOURG
627-0911
LÉVIS
833-6823
NEUFCHÂTEL
842-4455
STE-FOY
659-6650
SILLERY
688-1813
VANIER
681-0178

AGENTS EXTÉRIEURS

BAIE-ST-PAUL
435-3545
LES ESCOUMINS
233-3236
ST-RAYMOND
337-7952

EN RÉGION

ALMA
668-3078
EDMUNSTON
735-4704
JONQUIÈRE
547-6645
LA MALBAIE
665-3030
YAMACHICHE
296-3203

**EN NOVEMBRE
PARLONSS
D'ÉCONOMIES**

**MIAMI
FORT LAUDERDALE**

	1 sem.	2 sem.
CLUB ATLANTIC chambre standard	399\$	499\$
SUEZ aile nord	399\$	599\$
SUEZ + cuisinette	499\$	799\$
LAUDERDALE SURF chambre standard	399\$	599\$

PUERTO PLATA

	1 sem.	2 sem.
CARRIBEAN VILLAGE CLUB on the GREEN TOUT INCLUS	699\$	999\$
VILLAS DORADAS chambre standard	549\$	699\$
CAMINO DEL SOL TOUT INCLUS	599\$	899\$
CITA DEL SOL app. 1 chambre	499\$	599\$
VOL ABC	399\$	399\$

Prix en \$ CAN., de Québec, par personne, occupation double, incluant l'avion, l'hébergement, les transferts et les services d'une représentante. Selon le type d'hébergement, différentes formules sont incluses.



HORAIRE HABITUEL
Lun.-mar.-mer.: 9h - 17h30
Jeu.: 9h - 21h
Ven.: 9h - 20h
Sam.: 11h - 15h



LONGS SÉJOURS
VOYAGEURS AVEC MALADIES
PRÉEXISTANTES, STABILITÉ
MINIMUM REQUISE, 60 JOURS

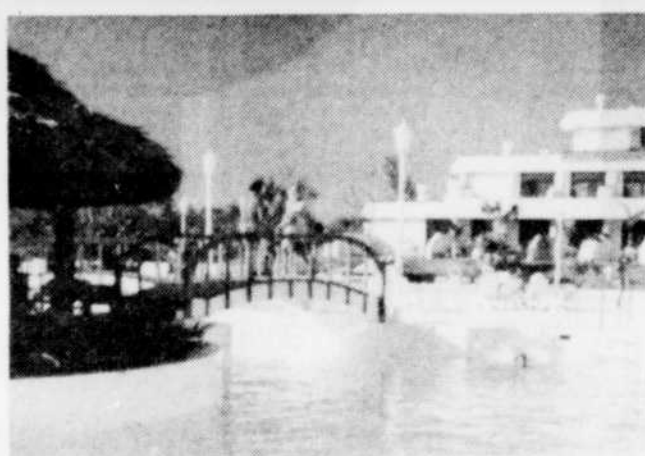


**JE VOYAGE PARADIS
VARADERO**
CLUB PLAYA GIRON
499\$ 1 sem.

FORMULE
TOUT
INCLUS

- ✓ ESPACE LIMITÉ
- ✓ TOUTES TAXES INCLUSES

VARADERO



PUNTA BLANCA *
S.B. privée
2 REPAS PAR JOUR
1 sem. 2 sem.
449\$ 529\$

APP. GRAMMA
app. 1 chambre
399\$ 499\$
PARADISO ****
chambre standard
PETIT DÉJEUNER
499\$ 649\$

SOL PALMERAS ****
chambre standard, sur la plage
2 REPAS PAR JOUR
699\$ 949\$

jet-tours
vacances **MONT-ROYAL**
Ensemble... pour mieux vous servir

**tout intérêt
à cotiser tôt à
mon REER.**

JUSQU'AU 15 JANVIER 1993
+1/4%
PAR ANNÉE

Obtenez une prime
d'intérêt de 1/4 %
l'an sur votre nou-
velle cotisation annuelle
REER ou transfert, si versé d'ici
le 15 janvier 1993 inclusivement
et déposé pour un terme de 3 ans
et plus.

Pour toute nouvelle
cotisation ou
transfert de 1000 \$
et plus dans un
REER Desjardins,
obtenez une assurance
vie-épargne Desjardins gratuite
pour 1 an.

JUSQU'AU 15 JANVIER 1993
Assurance vie-épargne
GRATUITE*

**ÉPARGNE et
PLACEMENT
Desjardins**

* Gratuite d'une valeur maximale de 1.5 % du dépôt ou 750 \$ selon le montant des deux. Au cours de la première année, la prestation au décès serait versée à l'intérieur du REER. Assujettie aux conditions d'admissibilité de Assurance-vie Desjardins.

Les avantages offerts ne peuvent être jumelés à aucune autre promotion.
Le transfert d'un dépôt REER ne peut provenir d'une caisse ou d'une institution du Mouvement Desjardins.

Offre en vigueur dans les caisses participantes affiliées à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec.



La caisse populaire
Desjardins



Desjardins

L'incroyable force de la coopération.

L'ex-URSS veut encore plus d'aide internationale

TOKYO — La communauté internationale a promis de fournir à la CEI une aide de 500 millions de dollars mais, pour certains dirigeants des ex-républiques soviétiques, une telle somme est loin de suffire.

par CAROL GIACOMO de l'agence Reuter

« L'aide humanitaire est une très bonne chose, mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan », a déclaré à la presse le ministre géorgien des Affaires étrangères Alexandre Tchikvaïdze.

Le vice-premier ministre russe, Alexandre Chokhine, a abondé dans le même sens. Pour lui, l'assistance humanitaire et technique « ne représentera qu'une très, très faible partie des besoins réels ».

Des délégations de 70 pays et 19 organisations internationales étaient réunies jeudi et vendredi à Tokyo pour le troisième et ultime volet d'une conférence internationale consacrée à l'assistance à la CEI.

Pour la Russie, où les réformateurs sont aux prises avec les ultra-conservateurs, le plus important est l'obtention d'un accord avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour le rééchelonnement de la dette extérieure du pays, a estimé Alexandre Chokhine.

Les groupes de travail informels présidés par les principaux pays bailleurs de fonds céderont la place à une structure permanente, au sein de laquelle la Banque mondiale aura la responsabi-

lité de l'organisation de l'aide technique à long terme à l'ex-Union soviétique.

Bilan positif

Lors de la conférence de presse de clôture, le ministre japonais des Affaires étrangères, Michio Watanabe, et d'autres responsables ont dressé un bilan positif de la réunion et ont réaffirmé leur engagement collectif envers les 12 nouveaux Etats issus de l'Union soviétique, hormis les trois Etats baltes.

Ils ont promis de les aider à passer d'une économie centralisée au capitalisme démocratique.

Le FMI a estimé à 22 milliards de dollars les besoins de financement de la Russie pour 1993.

Le secrétaire d'Etat américain par intérim Lawrence Eagleburger a souligné qu'indépendamment du montant de l'aide internationale à la CEI, le succès de cette période de transition dépendait des Etats eux-mêmes.

« En dernière analyse, ils doivent accomplir leurs propres réformes, leur propre révolution », a-t-il déclaré.

Le représentant de Washington, modifiant quelque peu les dernières déclarations américaines, a proposé 412 millions de dollars d'assistance, dont 260 mil-

lions d'aide alimentaire d'urgence, 100 millions sous forme d'alimentation animale, 38 millions de stocks alimentaires prélevés sur les excédents militaires et 14 millions d'aide médicale d'urgence.

Promesses

Le Japon a promis 100 millions de dollars dont, selon le chef de la diplomatie nipponne, l'octroi devrait être approuvé par le Parlement avant la fin de l'année. Ils devraient être fournis sous forme d'aide médicale et alimentaire d'ici mars prochain.

Jean-Louis Cadieux, au nom de la Communauté européenne, a rappelé que près de 90 milliards de dollars avaient été affectés dans l'ensemble aux anciennes républiques soviétiques, dont les trois quarts par la CEE.

L'Allemagne a elle seule déjà versé 50 milliards de dollars depuis 1989 pour diverses actions liées à l'unification et au retrait des troupes soviétiques.

« Chacun d'entre nous doit tout faire pour qu'un succès total couronne cette tentative » d'aider ces nouveaux pays à sortir pacifiquement du communisme, a précisé Jean-Louis Cadieux.

Lawrence Eagleburger a pris bonne note du fait que malgré l'aide internationale, les réformateurs étaient l'objet d'intenses pressions au sein de la CEI et plus particulièrement le président russe Boris Eltsine.

HORAIRE

7 jours
7 soirs
de 9 h à 21 h



Spéciaux en vigueur jusqu'au 1er novembre inclusivement. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.



BANANES

Produit importé

27¢
(60 c kg) livre



CHOU-FLEUR

Produit des États-Unis, variété "empereur" #12

1 27\$
chacun



RAISINS ROUGES

Produit des États-Unis, variété "empereur" (2,14 \$ kg)

97¢
livre



FÈVES VERTES

Produit des États-Unis, pré-emballées (3,24 \$ kg)

1 47\$
livre



CHAMPIGNONS

Blancs, frais, Ontario

97¢
chopine



ZUCCHINI

Produit des États-Unis, pré-emballés (2,14 \$ kg)

97¢
livre



MELON MIEL

Produit des États-Unis, grosseur #9

1 67\$
chacun



ANANAS DÔLE

Produit du Costa Rica, grosseur #10

1 47\$
chacun



POMMES MCINTOSH

Sac de 4 livres

1 77\$
sac 4 livres



LAITUE ROMAINE

Produit des États-Unis, grosseur #24

97¢
chacune



LAITUE FRISÉE

Produit des États-Unis, grosseur #24

97¢
chacune



PIMENTS MARBRÉS

Produit des États-Unis, pré-emballés (2,14 \$ kg)

97¢
livre



CAROTTES 5 LIVRES

Produit du Québec (2,27 kg)

97¢
sac 5 lb



ÉPINARDS

Produit des États-Unis, sac 10 oz (284 g)

97¢
cello



CHOUX DE BRUXELLES

Produit du Québec

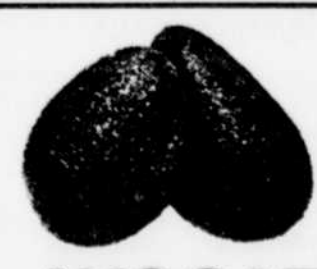
1 17\$
chopine



ÉCHALOTES

Produit des États-Unis

2 pour 97¢



AVOCAT "HASS"

Produit du Mexique, grosseur #18

67¢
chacun

BIÈRE DÉSALCOOLISÉE HAIGAN

0,5% par volume

2 47\$
pour 6 canettes de 354 ml

LE JARDIN MOBILE

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084 ORSAINVILLE 1047, boul. du Jardin 627-0344 SAINTE FOY 3440, de la Perle 657-7717 NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ornière 842-0909 LÉVIS 51, route Kennedy 835-5526 BEAUPORT 344, Seigneuriale 661-7997 1re AVENUE 4145, 1re Avenue 622-2291 CAP-ROUGE 1198, Jean-Gauvin 872-7473 SAINTE-FOY 2700, ch. Ste-Foy 651-2717

C'EST FINI L'ENTRETIEN...

FENÊTRES EN PVC Aluminium ou bois
PORTES D'ACIER
REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS Vinyl, aluminium, etc.
TOITURES bardeaux, etc.
LES MEILLEURS PRIX « EN VILLE »

Comparez avant d'acheter
Estimation gratuite
UNE COMPAGNIE DE CONFIANCE
DEPUIS PRÈS DE 30 ANS AU MÊME ENDROIT

522-2084
188 avenue Lamontagne Québec (près du Collège)



Marie-Laurence Nadeau, directrice

31 1/2, d'Auteuil
Québec G1R 4B9
692-5073

DÉBUT DES COURS 3 novembre 1992

Quelques places disponibles en diction, le mardi soir 3 novembre 1992

- Articulation, prononciation
- Débit, pauses
- Rythme et intonation
- Liaisons, etc.

Professeur: Angèle GRENIER

École de diction et de communication

SHARP

0000 0000 000000 0

B SHARP

Pas de paiement ni d'intérêt avant 6 mois.*

Sharp, toujours à l'avant-garde mondiale de l'électronique au foyer, présente la Carte Sharp. La carte qui accorde aux clients admissibles six mois sans paiement ni intérêt.

Par ses avantages exceptionnels, la nouvelle Carte Sharp se recommande aux milliers de consommateurs qui exigent la technologie de pointe Sharp.

Renseignez-vous, ça vaut la peine! Il y a un détaillant participant Sharp près de chez vous. Composez 1-800-561-7735.

La carte Sharp, tout un avantage!

SHARP
DES PRODUITS SHARP INCOMPARABLES™

* Si l'achat à crédit est autorisé, aucun paiement ni frais de crédit ne seront exigés jusqu'au sixième état de compte mensuel. Les frais de crédit courent dès le début du mois du sixième état de compte, date à partir de laquelle les délais de paiement et les frais de crédit normaux s'appliquent. Des mensualités d'au moins 25 \$ ou 1/24e du solde dû sont alors exigées. Chaque état de compte couvre une période d'environ 30 jours.

ÉDITORIAL

Une foule de petites choses

La prospérité est, comme le civisme, formée d'une foule de petites choses. C'est l'impression qui se dégage du plan d'action pour la prospérité du Canada, rendu public jeudi par le Gouvernement fédéral.

Le programme proposé vise à rendre les Canadiens un peu meilleur en tout, mais il n'est pas certain que ces derniers y trouveront les instruments de mobilisation qu'impose l'état actuel de la compétitivité.

Le document déposé est bref et s'appuie sur des constats incisifs. Les signaux d'alarme sont énumérés sans analyse: marchés d'exportation à la baisse, insuffisance des investissements, de nouvelles technologies et de formation des employés. De plus, le système d'éducation ne nous en donne pas pour notre argent.

Pour corriger ces lacunes qui minent notre productivité, le rapport y va de 54 propositions visant « les particuliers, les travailleurs, les entreprises, les institutions d'enseignement, les groupes de bénévoles, les autochtones, les gouvernements fédéral et provinciaux »... Ouf!

Il y en a vraiment pour tout le monde. Des centaines de suggestions, certaines excellentes, d'autres relevant de vœux pieux. Il y a, de plus, des contradictions étonnantes entre certaines recommandations.

Ainsi, le comité directeur, co-présidé par Marie-Josée Drouin et David R. McCamus, propose, en même temps, de réduire le nombre de ministères et d'organismes gouvernementaux et de créer au moins cinq nouveaux organismes: un Institut national de la qualité, une « autoroute électronique » nationale, un Centre d'excellence pour le développement viable, un Forum canadien sur le savoir et un Conseil national de la prospérité.

C'est d'ailleurs ce Conseil qui, une fois créé par le gouvernement fédéral, aurait pour mandat d'étudier les lois, les règlements et les politiques fiscales des gouvernements fédéral et provinciaux afin d'évaluer leur cohérence, leur influence sur la compétitivité. On voit mal comment un organisme dont les membres seraient nommés par le gouvernement aurait les coudées assez franches pour réaliser un tel mandat.

Ce Conseil superviserait également la mise en application du plan de stratégie de prospérité en tentant de bâtir des consensus entre les partenaires du milieu de travail, du patronat et du Gouvernement. C'était précisément le mandat du Conseil économique du Canada que le gouvernement fédéral vient d'abolir. C'est à n'y rien comprendre.

Il faut saluer, cependant, l'idée de créer un organisme chargé d'inculquer aux entreprises, privées et publiques, l'importance de la qualité. Un organisme semblable a permis au Japon, au cours des 30 dernières années, de modifier la réputation de ses produits.

Le document comporte aussi des recommandations très intéressantes pour favoriser la formation en entreprise. Les employeurs devraient permettre aux employés de consacrer au moins une semaine par année à la formation. De plus, les petites et moyennes entreprises obtiendraient de l'aide technique pour donner cette formation.

Le document est muet sur la façon de réduire les chevauchements entre le gouvernement fédéral et les provinces, en formation professionnelle en particulier. Les auteurs indiquent toutefois que ces relations fédérales-provinciales sont perçues par la population comme « source de double-emploi, de recoupement inutile et de conflit plutôt que de coordination ».

Il faut espérer que MM. Mulroney et Bourassa y trouveront un message assez clair pour conclure rapidement une entente administrative sur la formation professionnelle, malgré le rejet de l'Entente de Charlestown.

MICHEL AUDET

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:
DENIS CLICHEPrésident et Éditeur:
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information
ANDRÉ FORGUESDirecteur de l'édition:
MICHEL AUDET

LES JEUNES LIBÉRAUX



Témoignage

Dites un beau merci aux Bonnes soeurs!

par MARIE CARON

Elle s'allonge sans fin la liste de ces jeunes de 9 à 12 ans que personne ne réclamait quand venait l'heure de quitter la Crèche. Ces enfants étaient nés vraiment sous une feuille de chou... ou apportés par une cigogne... comme on expliquait les naissances aux petits curieux, dans le temps.

Enfants de Duplessis, où seriez-vous allés si les Soeurs ne vous avaient pas recueillis? Les oncles et les tantes comptaient déjà tant de bouches à nourrir, plus encore, bien souvent ignoraient même votre existence.

Pour plusieurs d'entre vous le mauvais souvenir des asiles psychiatriques est toujours vivant. Oui, vous portez un lourd héritage; c'est déplorable, mais je crains qu'en ces derniers temps vous ayez réouvert des plaies que ni or ni argent ne pourront jamais guérir.

Si le gouvernement des années Duplessis avait pu secourir tous les orphelins, vous n'auriez pas été classés « débilés mentaux » pour assurer votre croûte dans un asile. Sachez que toute la société québécoise se sent blessée, humiliée. Des institutions de charité prenaient aussi la relève, souvent sans res-

sources autres que la générosité des communautés religieuses et le dévouement inlassable des leurs.

Mais à l'époque, dans les familles est-ce que c'était si parfait? Combien de bons pères n'hésitaient pas à se servir de la « strap » pour celui dont la mère faisait un maternel procès qu'elle terminait par cette sentence: « Il a donc été malcommodé aujourd'hui ». C'était alors l'exécution!...

Les oreilles, elles, ont servi de crochets plus d'une fois aussi. Qui voulait garder de belles oreilles devait être obéissant! Et les fesses...meilleur corridor de la compréhension... « Ce qui ne rentre pas par la tête rentre par les fesses » disait-on et encore « Ce qui part du coeur va au coeur même en passant par les fesses ».

Ne fallait-il pas un tour de force pour reconnaître l'amour d'un père dans une fessée? Mais combien de personnages éminents aujourd'hui, disent avoir subi efficacement ce traitement de faveur!

Enfants de Duplessis, vous avez travaillé, dites-vous. Mais vous n'êtes pas les seuls! Dans les familles d'agriculteurs en particulier, c'était courant que les enfants même de 7 ou 8 ans

se lèvent tous les matins à 5 heures pour faire le train. Vous savez ce que ça signifie? Les vaches, les cochons, les poules, etc.

Ces enfants arrivaient à l'école exténués, tout parfumés et je vous assure que ce n'était pas du Chanel. Puis, il y avait l'ainée des filles. Après une communion solennelle précoce, 11 ans peut-être, ne devenait-elle pas la deuxième mère au foyer auprès de 5, 10, même 15 frères et soeurs? Adieu les études qu'elle avait faites si difficilement parce que trop occupée à seconder sa mère.

Et les garçons, pensez à ces 5, 6 ou 7 garçons qui cultivaient la terre ou travaillaient dans une petite entreprise familiale, au compte de leur père, simplement pour un peu d'argent de poche et pour mériter leur pain. Un seul devenait propriétaire; les autres, sans le sou, devaient s'éloigner et se débrouiller. Quant aux filles, elles étaient prêtes à marier.

Chers enfants de Duplessis, vous aviez des difficultés de comportement, pas surprenant! Contraintes incessantes, manque d'affection des vôtres, puis les problèmes d'adolescence. Pauvres soeurs qui ont dû vous élever à la centaine!

Directrice, mère, comme on disait, dans une salle de 40 orphelins, du matin au soir et du soir au matin. Essayez donc, parents actuels, d'en faire autant. Peut-être aurez-vous recours à un règlement sévère et échapperez-vous une paire de claques de temps en temps.

Aujourd'hui on se permet de dire n'importe quoi; les orphelins, les asiles, les hospices ne sont que des souvenirs; on ne veut plus avoir besoin des religieuses. C'est un fait, les programmes sociaux apportent le nécessaire à la vie et pour d'autres beaucoup plus!

Mais quel procès devra subir notre système actuel dans 40 ans? Pourtant, les payeurs d'impôts trouvent lourdes les sommes à payer pour assurer un certain revenu aux nécessiteux. Plus encore, les religieuses toujours animées de l'esprit évangélique se retrouvent encore auprès des plus démunis.

Ces bonnes soeurs souvent oubliées, même ridiculisées, réinventent la charité auprès des sidéens, des ex-détenus, des sans-abri pour ne nommer que la maison de l'Auberivière.

Mme Marie Caron a enseigné pendant 25 ans. Elle habite à Lévis.

Votre Opinion

P'tête ben...

Un vieil adage populaire veut que l'on ne mette pas tous ses oeufs dans le même panier. Durant des décennies, les Québécois ont excellé dans son application, aidés sûrement en cela, par certains chromosomes d'origine normande (p'tête ben qu'oui, p'tête ben qu'non), en envoyant des rouges à Ottawa et des bleus à Québec, pour faire exactement le contraire quelques élections plus tard.

Le Québec est à la croisée des chemins. Je ne voudrais pas reprendre l'expression vide de sens de certains de nos politiciens: « à l'aube de l'an 2000 » (pourquoi pas de l'an 1997 ou 2003?), mais il est de plus en plus évident qu'il va falloir, pour la première fois dans ce long cheminement vers la lumière, se brancher en mettant tous nos oeufs dans le même panier.

Si Bourassa n'est pas encore terrassé, la bête est blessée et ne s'en remettra sûrement pas. On peut donc raisonnablement envisager, à plus ou moins longue échéance, un changement de gouvernement à Québec et l'arrivée, pour la seconde fois en moins de vingt ans, des souverainistes.

Il faudrait alors qu'à ce moment nos pions souverainistes soient déjà arrivés à Ottawa. Il faudrait en effet à la prochaine

élection fédérale, qui ne saurait tarder, que les Québécois arrêtent de se disperser et que nos députés commencent à regarder tous dans la même direction, qu'ils soient assis sur les bords du St-Laurent ou du canal Rideau. C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que la levure de l'espoir pourra faire lever le Québec.

Jean-Paul Agnard
Sainte-Anne-de-Beaupré

Soyons positifs

Je vous demande de constater tout ce qui se passe autour de vous et de prendre conscience que l'on vit dans une société chambardée.

De nos jours on entend parler de quoi? Du référendum, d'aide sociale, d'assurance-chômage, d'augmentation du coût de la vie, suicides, viols, meurtres, vols, accidents de transports, du gouvernement, de la municipalité, problèmes de travail, problèmes de santé, problèmes scolaires, problèmes amoureux et j'en passe. Bref, ce n'est qu'un fleau que l'on répand tous les jours dans nos vies quotidiennes.

Pourquoi quand vous vous promenez soit en voiture, à pied, ou à bicyclette et que vous vous apercevez que l'on vit vite, n'osez-vous pas prendre le temps de parler avec ceux que vous aimez?

Ce ne sont que quelques points de réflexion, dont vous seuls pouvez trouver réponse.

Pourtant, lorsque vous avez atteint votre majorité, votre rôle était de vous responsabiliser, ce qui signifie: avoir de la ténacité, être honnête, avoir confiance en soi, être persévérant, être capable de s'exprimer, avoir des valeurs, être débrouillard, l'entraide, le devoir du citoyen, rendre service, avoir son rôle dans la société, être jovial, avoir des droits etc...

Je ne peux comprendre que la vie étant tellement courte à vivre qu'il y en ait qui s'attardent sur des accrocs du passé. Je sais que dans le monde quotidien les problèmes persistent, mais ce n'est pas une raison de se priver de toutes les bonnes choses que la terre nous donne.

Il est temps de se réveiller! Dites bonjour à votre voisin, à votre ami, parlez-leur, mangez avec eux, remontez-vous le moral, souriez, sortez dehors, mettez le bonheur et le soleil dans votre demeure. Bref, montrez à votre entourage que vous existez, que vous prenez la vie du bon côté peu importe le problème qui vous arrive. Tout problème a une solution, arrêtez de voir en noir, sortez du cul-de-sac, soyez positifs, laissez le négatif dehors, aimez-vous et vous aimerez les autres.

Michel Guenette
Lévis

L'après-référendum

Voilà une question réglée, le référendum est chose du passé. Il faut maintenant s'attaquer à la relance économique et se préparer à la souveraineté du Québec.

Mais pour y arriver, il faudra changer bien des choses. En premier lieu, ce n'est pas les gouvernements en place qui sont capables de relancer l'économie car depuis le début de leurs mandats, ils ont eu toutes les occasions de le faire et n'ont pas bougé.

Plutôt que de coordonner l'activité économique, ils ont laissé à l'entreprise privée le soin de le faire pour créer des emplois, alors que celle-ci cherche plutôt le profit dans une concurrence sauvage. Les gouvernements Mulroney et Bourassa ont plutôt imposé des taxes supplémentaires à la consommation, ce qui a ralenti davantage l'économie.

En ce qui concerne l'avenir politique du Québec et du Canada, nos gouvernements actuels sont très mal placés pour régler la question car au référendum du 26 octobre 92, la réponse des peuples québécois et canadiens est claire: c'est NON. Le Canada a dit NON au Québec et le Québec a dit NON à Bourassa et au Canada.

Comme M. Bourassa a fait la preuve qu'il est un fédéraliste inconditionnel, il ne peut faire la

souveraineté qui est la seule issue pour le Québec et le Canada est capable de se débrouiller politiquement sans le Québec et le Québec sans le Canada.

Il faudra changer de gouvernement à Québec, élire le Parti québécois dans les plus brefs délais. Cependant, M. Bourassa est un homme têt, buté. Il faudra beaucoup de pressions.

Rodrigue Roberge
Québec

Une défaite

J'ai voté pour le NON avec enthousiasme, mais au soir des résultats, je suis déçu du résultat pour la nation canadienne. En effet, dès le début des compilations des votes, nous connaissons la volonte populaire à rejeter, sans équivoque, l'entente de nos politiciens qui cherchent beaucoup plus des gains politiques personnels que ceux dont la réalité quotidienne reste amère.

Par exemple, au Québec, le premier ministre Robert Bourassa a servi, selon les résultats, à garder les Québécois divisés entre eux.

Depuis vingt ans d'expériences politiques constitutionnelles, M. Bourassa n'a tenu compte en aucun moment de l'évolution moderne du Québec. Cela s'explique qu'il essayait de servir deux minorités au Québec, celle d'un peuple français d'Amérique et celle d'une majorité anglophone d'A-

mérique et cela dans un exercice politique sans détermination.

Gaétan Genest Québec

Bien bonnes

J'ai été au Centre hospitalier Robert-Giffard de 1955 à 1961 parce que j'avais pris des pilules. J'avais 22 ans à l'époque.

J'ai rencontré, à ce moment là, deux religieuses qui ont été très bonnes pour moi...Elles m'ont encouragé et, grâce à elles, je suis sortie de Robert-Giffard assez bien.

Je remercie ces bonnes religieuses pour tout ce qu'elles m'ont apporté de bonté et parfois de générosité. Et je veux surtout rappeler à tous ceux qui les critiquent actuellement le dévouement que les médecins et religieuses m'ont démontré durant tout cette période d'hospitalisation.

Henri Boutin Sainte-Foy

N.D.L.R.

Adressez vos lettres à la Tribune des lecteurs et lectrices du SOLEIL, 390, Saint-Vallier Est G1K 7J6 (647-3368). Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit d'éditer et d'abréger ces lettres au besoin.

DOSSIER

Le testament politique de Michel Pagé

Les gens ne sont plus heureux dans ce pays-là!

« Le vote au référendum de lundi dernier est la confirmation, le constat de l'incapacité des Canadiens de vivre ensemble dans ce pays, à partir des règles en place ou d'un concept comme le fédéralisme avec des pouvoirs décentralisés.



J.-Jacques
SAMSON

Député pendant près de vingt ans, ministre depuis 1985, l'un des plus farouches défenseurs du fédéralisme pendant toutes ces années, Michel Pagé quitte la vie politique au lendemain d'un référendum qui lui a montré que le Canada était atteint d'une maladie incurable. « Les gens ne sont plus heureux ensemble dans ce pays-là, constate-t-il d'une voix grave. Il faut se rendre à l'évidence. »

L'ex-ministre de l'Éducation et leader du gouvernement traçait hier son testament politique, au cours d'une entrevue au SOLEIL. L'impossible cohabitation dont il est maintenant convaincu, se cristalliserait après les prochaines élections fédérales, explique-t-il.

La formation qui aura fait élire le plus de députés formerait un gouvernement minoritaire qui aura à composer au Parlement avec une mosaïque formée d'un Bloc québécois fort, du CoR dans les Maritimes, du Reform Party dans l'Ouest. L'impasse sera criante.

Le Parti libéral du Québec doit se préparer en conséquence. Son programme a été rejeté par les Québécois le 22 octobre et le Parti québécois se présentera aux prochaines élections provinciales

en prônant la souveraineté. Que cela plaise ou non et même si des énergies considérables seront englobées, le PLQ n'a d'autre choix que de s'imposer une nouvelle réflexion sur la question constitutionnelle et le régime politique qu'il devra préconiser d'ici deux ans.

Michel Pagé navigue maintenant à la frontière de la souveraineté-association. La solution devra venir des provinces, fait-il valoir, sans pouvoir cerner très précisément quelles formes pourrait prendre une nouvelle organisation politique à l'intérieur du territoire canadien.

L'avenir ne peut pas passer par 10 pays souverains en raison des liens économiques à maintenir, est-il forcé de constater. Quant au Québec, devrait-il choisir la souveraineté assortie de plusieurs associations? « Peut-être... Ce sera peut-être cela », ose-t-il avancer, perplexe. « Pour moi, une chose est certaine: la démarche d'affirmation nationale du Québec est irréversible »,

empruntant les termes de la recette constitutionnelle de l'ex-premier ministre péquiste, Pierre Marc Johnson.

Le corridor laissé au PLQ entre le rejet de l'accord de Charlottetown et le programme du Parti québécois est très étroit. Les militants avaient voté l'adoption du rapport Allaire qui constituait une forme complexe de souveraineté, explique M. Pagé, dont certains chapitres (il pense à l'agriculture) comportaient des dangers réels pour l'avenir du Québec.

Les membres du Parti libéral ont été appelés à mettre le rapport Allaire sur les tablettes en prévision du référendum. Il ne s'aventure pas à le dire de façon explicite mais il ressort des propos du ministre démissionnaire que les militants du PLQ devront retourner dans cette direction et peaufiner le document qui a constitué leur programme pendant quelques mois.

Une carrière houleuse

Michel Pagé a mangé plus que sa

ration de pain noir durant sa carrière politique. Elu pour la première fois en 1973, il a vécu la fin cahoteuse du gouvernement Bourassa, phase 1. Après la défaite de 1976, le parti était sans chef, sans programme, sans argent.

Il raconte ses expéditions dans l'Est du Québec en compagnie de Marc-Yvan Côté, alors qu'ils devaient partager la même chambre d'hôtel, le parti ne pouvant en payer deux. L'heure de l'assemblée publique arrivée, sept personnes prenaient place dans la salle alors qu'on en attendait 75. Le lendemain matin, par moins 40 degrés, le moteur de la voiture personnelle qui rendait l'âme...

Le rapatriement de la constitution en 1982 et la contestation du leadership de M. Claude Ryan qui a suivi ont été deux autres périodes très difficiles pour lui, alors qu'il assumait les fonctions de whip en chef de son parti, ou en d'autres termes de préfet de discipline des députés.



Michel Pagé avec son mentor politique, Robert Bourassa.

Il a vécu des heures déchirantes quand certains de ses meilleurs amis comme Michel Gratton et John Caccia ont voté en faveur du rapatriement unilatéral de la constitution par Pierre Trudeau et qu'il lui fallait s'allier avec le Parti québécois, selon sa conscience, pour le meilleur intérêt du Québec.

Le kid de Portneuf

Michel Pagé n'a à peu près pas fait autre chose que de la politique depuis sa sortie de la faculté de droit de l'Université Laval en 1973. Il est aussi associé au nom de sa circonscription de Portneuf que Gérard D. Levesque à celle de Bonaventure. Originaire de Saint-Basile, il y est enraciné comme un chêne et le développement de Portneuf est son plus grand objet de fierté.

Son intérêt pour la politique s'était développé au cours des soirées que son père, propriétaire d'une compagnie de taxi et de transport en motoneige en hiver pour les travailleurs forestiers, passait à jouer aux cartes avec un avocat de Québec qui avait ouvert un « bureau de campagne » à Saint-Basile, Jean Lesage.

Après la défaite de celui-ci aux élections de 1966, le jeune Pagé s'était permis au cours d'une rencontre, à Québec, des commen-

taires piquants sur sa fin de régime. M. Lesage, impressionné l'avait recommandé à son chef de cabinet Raymond Garneau. C'est ainsi qu'il fit son entrée au PLQ.

Peu après, étudiant à l'Académie de Québec, il invite un jeune député libéral pour le confronter à son professeur d'économie, trop souverainiste à son goût. Il portait le nom de Robert Bourassa...

À la veille des élections de 1973, le même Bourassa, devenu premier ministre, lui offre la circonscription de Portneuf.

En 1992, Michel Pagé parle d'un Portneuf transformé. Même ses adversaires politiques reconnaissent son « travail de comté »: Mallette, Laurin, le parc industriel de Ville Portneuf, l'assainissement des rivières Jacques-Cartier, Sainte-Anne, Batiscau... « Si je fais le total, c'est probablement 1 milliard \$ de dépenses dans Portneuf. Je pense avoir fait mon job », dit-il, sur un ton humble qui tranche avec l'arrogance souvent affichée à l'Assemblée nationale.

« Dans le comté, j'étais un tout autre homme », glisse le bouillant parlementaire, lorsque ce sujet est abordé, s'empressant aussi d'ajouter qu'il avait acquis beaucoup de maturité depuis 1985. « Mais je m'ennuierai de la joute parlementaire, je le sais. »



M. Pagé et deux de ses cinq enfants, à l'annonce de sa démission.

Les présidentielles américaines de mardi : trois portraits

Bush, le candidat à deux visages

WASHINGTON (AFP) - Accusant Bill Clinton d'indécision, George Bush déclarait récemment que si l'on sculptait son rival démocrate sur le célèbre Mont Rushmore, dans la pierre du Dakota du Sud où sont immortalisés quatre anciens présidents américains, « il faudrait deux visages ». Il aurait très bien pu parler de lui-même.

Menacé de devenir mardi l'un des rares présidents américains à ne pas avoir réussi à être réélu, M. Bush a démontré pendant quatre ans à la Maison Blanche qu'il pouvait être, sur le front extérieur, un dirigeant déterminé, aux objectifs clairs, mais aussi, sur le front intérieur, un président ayant tendance à l'inaction.

Le premier George Bush est le diplomate, le commandant en chef des forces américaines vainqueur de la guerre du Golfe et du Panama, l'expert de politique étrangère ayant présidé à la fin de la guerre froide, à la chute de l'empire soviétique, et qui semblait voler il y a encore un an et demi vers un triomphe.

Pendant 30 ans de vie politique George Bush a présenté différentes facettes, le républicain modéré et le conservateur, le combattant et l'homme du compromis. Pour ses partisans, il s'agit de pragmatisme, pour ses détracteurs - qui le qualifient de « caméléon » ou de « girouette » - de manque de conviction et de désir de vaincre à tout prix.

Un trait fondamental semble pourtant émerger de quatre ans de mandat: un conservatisme au service du statu quo qui reflète les origines, l'éducation et la vie de George Bush.



Le premier livre sur sa présidence avait pour titre: « Sur-place ». Ce fut évident sur le plan intérieur, M. Bush n'ayant jamais vraiment tenu la promesse faite en 1988 d'une « Amérique plus douce, plus accueillante ».

Né (le 12 juin 1924) dans une famille patricienne, fils de sénateur, M. Bush a été éduqué avec le sens du devoir et du service aux autres, cette « noblesse oblige » qui lui fait trouver tout naturel de gouverner et qui conduit ses critiques à affirmer qu'il voulait la présidence pour le seul fait d'être président. Mais s'il croit que l'on peut améliorer le système économique social, il n'a jamais été partisan du changement. « Je me considère comme un conservateur », dit-il.

Pendant quatre ans son mot favori a été « prudence ». Même la décision la plus audacieuse de sa carrière, l'entrée en guerre contre l'Irak, visait simplement à rétablir le statu quo, libérer le Koweït, protéger les puits de pétrole, pas à établir la démocratie en Irak ou au Koweït.

M. Bush s'est toujours fait fort de son expérience, un impressionnant curriculum vitae, du secteur privé comme industriel du pétrole à la présidence, en passant par le Congrès, les postes d'ambassadeur à l'ONU, président du parti républicain, chef de mission en Chine, directeur de la CIA, vice-président de Ronald Reagan.

Clinton, ou la vie difficile du Sud

WASHINGTON (AFP) - S'il l'emporte mardi, Bill Clinton entrera à la Maison Blanche entouré par plus d'un an d'une campagne électorale qui l'a projeté à l'avant-scène de la vie politique mais a aussi failli briser sa carrière politique.

Contrairement à la plupart des contemporains, le candidat démocrate a pris une route non conventionnelle pour conquérir la présidence, tournant le dos à Washington et traçant son sillon dans l'obscurité de la vie politique des États du sud.

Mais si le gouverneur de l'Arkansas, 46 ans, a prouvé aux Américains par sa campagne difficile qu'il a l'ambition, la détermination et la résistance nécessaires pour être président, il lui reste à convaincre nombre d'électeurs qu'on peut lui faire confiance.

Pour ses partisans, Bill Clinton peut brasser les intérêts contradictoires qui s'opposent à Washington et remettre en marche un gouvernement bloqué. Pour ses adversaires, il est un opportuniste politique à deux visages, prêt à dire à chacun ce qu'il veut entendre afin d'être élu. On ne peut donc lui faire confiance.

Rien dans la jeunesse de Bill Clinton ne le destinait à devenir un géant politique. Il porta jusqu'à 15 ans le nom de Billy Blythe. Son père, voyageur de commerce, se tua dans un accident de voiture quatre mois avant sa naissance. Il fut élevé par ses grands-parents, commerçants, dans la petite ville perdue de Hope pendant que sa mère faisait des études d'infirmière à la Nouvelle-Orléans.

Sa mère remariée, il prit le nom de famille de son père adop-



tif, alcoolique, avec lequel la vie n'était pas facile tous les jours. Mais, à cette école, il mûrit plus vite que les autres et fit de brillantes études qui le menèrent successivement à la faculté de politique étrangère de Georgetown University à Washington, à Oxford en Angleterre et à la faculté de droit de Yale.

En 1974, il tente en vain de se faire élire à un poste local dans son État natal. Quatre ans plus tard il en devient gouverneur, le plus jeune du pays, et, sauf pour deux ans, est régulièrement réélu.

C'est durant ces années que Clinton, aidé par sa femme Hillary, brillante avocate versée dans les affaires politiques, a assemblé les pièces d'une candidature à la Maison Blanche en se tissant à travers le pays un réseau d'amis, contacts et alliés.

Le gouverneur avait pensé se lancer dans la course à la Maison Blanche en 1988. Il y renonça à la dernière minute arguant de l'effet nocif que cela aurait sur sa fille unique Chelsea.

Quatre ans plus tard, il hésita à nouveau à entrer en lice face à un président George Bush dont la popularité était immense après la victoire du Golfe. Mais, contrairement au reste des poids-lourds démocrates, il plongea dans la mêlée des primaires, l'une des plus turbulentes de l'histoire récente où il parvint à préserver son avenir politique face à des accusations d'infidélité conjugale et de refus de faire la guerre du Vietnam.

Perot, un intrigant dur mais efficace

WASHINGTON (AFP) - Le milliardaire texan Ross Perot, candidat indépendant à la Maison Blanche, trouble-fête de la campagne électorale américaine, est apparu au fil des mois comme un homme performant mais autoritaire, désireux de diriger les États-Unis comme son entreprise, au besoin par des méthodes musclées.

Cet homme d'affaires à la voix nasillarde et aux grandes oreilles était pratiquement inconnu lorsqu'il a annoncé en mars dernier qu'il présenterait sa candidature aux présidentielles, si ses partisans rassemblaient suffisamment de signatures pour la valider dans les 50 États.

Très rapidement, le petit Texan fluet de 62 ans, qui débuta il y a trente ans comme représentant en ordinateurs chez IBM, déclina les passions dans le pays en soulevant des problèmes que les deux autres candidats évitaient soigneusement, notamment l'abysse déficit budgétaire américain, qui atteint cette année plus de 300 milliards de dollars.

Ses partisans le présentent comme le seul capable de sauver l'économie américaine, ses détracteurs soulignent ses tendances mégalomaniaques et son penchant pour l'intrigue et le secret.

Ross Perot est né le 27 juin 1930 dans une famille moyenne de Texarkana, une petite ville à cheval entre le Texas et l'Arkansas.

Après des études à l'Ecole Navale d'Annapolis (Maryland) de 1949 à 1953, il quitte prématurément la Marine pour se lancer dans la vente d'ordinateurs, un



domaine où, très rapidement, il excelle.

En 1962, il crée sa propre entreprise Electronic Data Systems (EDS) qu'il dirige d'une main de fer avant de la vendre pour 2,5 milliards de dollars à General Motors en 1984.

Dès le début de sa campagne, Ross Perot fait mouche, grâce à son style -des petites phrases à l'emporte-pièce- plutôt qu'à son programme, qui reste vague.

Mais son retrait brutal de la campagne à la mi-juillet, sans réelle explication pour les centaines de milliers de volontaires qui s'étaient mobilisés pour lui, écorne son image de battant. Elle est remplacée par celle plus inquiétante d'un personnage autoritaire, incapable de supporter la moindre critique, voire d'un lâche.

À son retour dans la campagne fin septembre, il s'attache donc à redorer son blason. Possédant l'une des vingt plus grosses fortunes des États-Unis -plus de trois milliards de dollars- il s'achète du temps d'antenne sur les principaux réseaux aux heures de grande écoute, contournant ainsi les questions embarrassantes des journalistes.

Il parvient à remonter dans les sondages grâce à sa participation face à George Bush et Bill Clinton aux trois débats télévisés qui ont passionné 90 millions de téléspectateurs. Sa verve clownesque et son sens de la répartie font merveille.

Construite au coût de 2,8 millions \$, selon le maire Loranger

La bibliothèque de l'Ancienne-Lorette ouverte au public

ANCIENNE-LORETTE — Le maire de l'Ancienne-Lorette, M. Emile Loranger, affirme que la bibliothèque municipale a coûté au plus 2,8 millions \$ et non pas 4,7 millions \$ comme le dénonce l'Association pour la défense des payeurs de taxes de cette localité.

par Gilles OUELLET
LE SOLEIL

En conférence de presse hier matin, quelques heures avant l'ouverture officielle de la bibliothèque Marie-Victorin, le maire a déposé une série de chiffres pour détailler tous les coûts de construction de cet édifice.

Dans un document signé par le trésorier, M. Gilles Cantin, les responsables municipaux fournissent tous les coûts: l'acquisition du terrain, la construction, les extras au contrat, les honoraires professionnels, l'aménagement, et autres frais liés à ce genre de travaux.

Les plus fortes sommes sont ainsi réparties: près de 300 000 \$ pour l'acquisition du terrain et les expropriations; 2 037 367 \$ pour la construction; 186 000 \$ pour les honoraires professionnels, et 120 000 \$ pour l'aménagement extérieur.

Le coût total comprend, selon M. Loranger, « le mobilier intégré, mais ne comprend pas le coût des meubles... est-ce que vous calculez le prix de votre mobilier de salon dans le prix de votre maison », s'est demandé le maire. Et si oui, cette dépense représente environ 170 110 \$, a dit M. Loranger.

Le maire était particulièrement fier, hier, d'annoncer qu'à ce moment-ci, près de 7000 personnes, soit la moitié de la population, se sont prévaluées du privilège de pré-inscription pour cet équipement

culturel. La cérémonie d'ouverture officielle des lieux se déroulait hier soir. Aujourd'hui, les citoyens sont invités à visiter leur nouvelle bibliothèque qui sera ouverte de

9 30 à 16 h, samedi et dimanche. Les citoyens pourront emprunter des volumes, consulter des périodiques, assister à la projection de vidéocassettes pour jeunes et adultes; il y a de l'espace pour du

travail de recherche et des postes de travail sur ordinateur. Notons que la bibliothèque est située au 1635, rue Notre-Dame et que le téléphone à retenir est le 877-9703.



Le maire de l'Ancienne-Lorette, M. Emile Loranger, a inauguré la bibliothèque Marie-Victorin, hier. La population est invitée à visiter les lieux aujourd'hui.

STRUCTUBE

M E U B L E S

Sur présentation de cette annonce.

199.00
REG. 326 \$

"ZOE". Lits superposés en L. Tube d'acier 2" avec double barrière de sûreté. Laque époxy blanc. Sommiers à 16 lattes métalliques. (matelas vendu séparément). **199 \$**

Valable jusqu'au 30 novembre ou épuisement de stocks. Quantité limitée.



Catalogue disponible sur demande



Chic les meubles, **CHOC LES PRIX !**

QUÉBEC: 1295, boul. Charest o.
(voisin de Boiteau luminaire)
(418) 527-2177

MAINTENANT PLUS DE 20 MAGASINS



Cette année,
nous transporterons
plus de 80 millions
de voyageurs
à travers le monde.
Et l'une des principales
raisons est notre
service attentionné.
Choisissez
Delta Air Lines...
pour un voyage
qui n'a rien à voir
avec du déjà vu.

